



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S. Nouvelle série N°65 (N°147) – 1,50 €

1^{er} JUIN 2017

**GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE**

Appuyé sur la défaite d'une rare ampleur subie par le prolétariat aux présidentielles,

Le gouvernement Macron-Philippe, gouvernement du capital financier, se dispose pour frapper durement le prolétariat et la jeunesse

Un gouvernement issu d'une cuisante défaite du prolétariat, défaite qui n'est pas ordinaire, sur le terrain électoral

Le gouvernement Macron-Philippe est connu. Il est le produit d'une défaite ouvrière sur le terrain électoral qui n'est pas n'importe quelle défaite.

Cet éditorial ne peut revenir sur le supplément *CPS* de 8 pages que nous avons publié en date du 14 mai (*Après l'élection présidentielle, un premier bilan politique*, à consulter sur le site <http://socialisme.free.fr>). Nous y renvoyons le lecteur.

La victoire de Macron au second tour a été précédée d'un premier tour où les candidats des partis issus du mouvement ouvrier ont été écrasés. Elle procède d'un appel entre les deux tours au "front républicain" au second tour par lequel, dans des termes plus ou moins clairs sans doute, mais sans ambiguïté, les dirigeants du PS, du PCF, de la CGT, de la FSU, de l'UNEF – et à sa façon de FO – ont appelé à voter pour le banquier Macron.

Elle crée une situation politique où l'existence du PS comme celle du PCF est directement menacée. A cet égard, la place de Mélenchon et de La France insoumise apparaît chaque jour plus clairement : son objectif avoué est la destruction de ces partis (voir plus bas).

Combattre pour le Socialisme a toujours clairement caractérisé le PS et le PCF pour ce qu'ils sont : des partis "ouvriers-bourgeois" - pour reprendre la formule de

Lénine - : "ouvriers" par leur histoire, qui fait que la classe ouvrière depuis des décennies tente de les utiliser contre les partis du Capital ; bourgeois (100 % bourgeois) par leur politique et leur programme. *Combattre pour le Socialisme* combat pour la construction d'un Parti ouvrier révolutionnaire, d'une Internationale ouvrière révolutionnaire.

Mais précisément, on doit constater qu'aujourd'hui, la liquidation du PS et du PCF – si elle devait aller à son terme –, ne se ferait nullement au profit de la construction d'un Parti ouvrier révolutionnaire. Elle aboutirait au contraire à une situation où la classe ouvrière serait dénuée de tout espèce de parti. Elle signifierait donc pour le prolétariat un recul historique qui va bien au-delà d'une simple défaite électorale comme il a pu en exister dans le passé. Seuls les imbéciles et les traîtres peuvent voir dans cette situation quelque chose de favorable au prolétariat sous prétexte que PS et PCF ont mille fois dans le passé fait preuve de leur soumission à l'ordre bourgeois.

Certes, il ne convient pas d'établir le constat de décès de ces partis tant que celui-ci n'est pas effectif. L'agonie n'est pas encore la mort. Mais il faut indiquer la nouveauté de la situation. En termes médicaux, s'agissant du PS et du PCF, le pronostic vital est engagé.

La composition du gouvernement Macron-Philippe

Le 17 mai, la composition du gouvernement a été annoncée. Il porte la marque de la brutale défaite du prolétariat. La défaite ouvrière à la présidentielle est aussi une victoire de la bourgeoisie qui lui permet de mettre à l'ordre du jour la marche forcée à la destruction de ce qu'il reste d'acquis ouvriers. Gattaz, le président du MEDEF,

ne s'y est pas trompé. Il a immédiatement approuvé le programme de Macron, ou plutôt reconnu le programme de Macron comme le sien. Certes (voir sup. *CPS* du 14 mai), il y a aussi crise de la représentation politique de la bourgeoisie avec l'élimination au premier tour du candidat LR, et la fracture ouverte dans ce parti.....(suite page 2)

Sommaire :

Éditorial.....	1
Défense de Trotsky contre les falsificateurs osant faire de Trotsky un chantre du « front républicain »	11
Déclaration du groupe entre les deux tours de l'élection présidentielle	20
Les militants interviennent et informent C.P.S.	22
On nous communique	27
Brésil	28

quant à l'attitude à adopter à l'égard du gouvernement Macron-Philippe. Mais cette crise ne peut en aucun cas être mise sur le même plan que celle qui frappe les partis ouvriers (bourgeois).

La composition politique du gouvernement l'indique : c'est le gouvernement du capital financier. Il est composé de membres de formations politiques de la bourgeoisie, de grands commis du patronat (ce sont parfois les mêmes), de hauts fonctionnaires d'État. Il exprime la fusion qui caractérise le capitalisme à son stade impérialiste : représentants des banques et de l'industrie dans le cadre du capital financier, membres de la haute administration et de l'appareil d'État lui-même.

Commençons par les membres des partis et mouvements bourgeois. C'est évidemment le cas des ministres LR, à commencer par le Premier ministre Philippe. C'est aussi le cas des ministres du mouvement En Marche constitué autour du président banquier Macron, que ceux-ci soient ou non issus du PS. Le pedigree de quelques-uns de ces membres est indicatif :

Édouard Philippe, désormais Premier ministre, membre fondateur de l'UMP puis de LR, est un ancien dirigeant d'Areva. A ce titre, il y a défendu et défend les intérêts d'Areva menacés au Niger, intérêts qui constituent une des motivations essentielles de l'intervention française au Mali et au Niger même. En 2014, il est cité par la Haute Autorité sur la transparence de la vie publique (HATVP) pour "*manquement grave sur sa déclaration de patrimoine*". Mais en 2017, nécessité faisant loi, la même Autorité ne trouve rien à redire.

Nicolas Hulot, l'« écologiste » de service. Visiblement pas gêné de travailler sous la direction du très pro-nucléaire Philippe. Il est vrai que le parcours de Hulot marque une capacité à peu près illimitée à se vendre au plus offrant. Sponsorisé par EDF et Total, auxiliaire de Sarkozy au moment du Grenelle de l'environnement, puis "conseiller spécial" de Hollande, il offre toutes les garanties nécessaires au service du capital.

Le Drian, ci-devant ministre de la Défense de Hollande, l'homme de toutes les interventions impérialistes de Hollande va-t-en-guerre du Mali à la Syrie, en passant par la République Centrafricaine. Grand spécialiste des négociations en vente d'armes en direction de Sissi, le dictateur d'Égypte, de l'Arabie saoudite, qui utilise les chars Leclerc pour écraser la population yéménite, etc. Il devient ministre des Affaires étrangères.

Le Maire, ministre de l'Économie. Candidat à la primaire de LR, il y avait tenté de doubler Fillon sur sa "droite" en matière d'attaques contre les masses : 500 000 suppressions de poste de fonctionnaires, privatisation totale de Pôle emploi, retraite à 65 ans par ordonnance, suppression totale de ce qui reste des régimes spéciaux, etc., figuraient dans sa plate forme.

Bayrou, éternel représentant du parti clérical, l'homme qui avait réussi en 1994 à dresser plus d'un million de travailleurs et jeunes laïques contre son amendement clérical à la loi Falloux.

Collomb, ministre de l'Intérieur, n'est pas seulement connu par son train de vie de grand bourgeois et son goût immodéré des voitures de luxe. Il est aussi un patron de

choc à Lyon contre les personnels communaux (mais plébiscité par les flics, y compris le "syndicat" Alliance – regroupement des policiers d'extrême droite), précurseur à Lyon en matière de vidéo-surveillance et rallié à l'armement de la police municipale. Par ailleurs, il s'est illustré par des propos contre les réfugiés qui « *viennent par opportunité* ». Il a nommé comme Directeur de cabinet Fatucci ex-préfet du Doubs, expulseur de Léonarda. Dans son travail de premier flic de France, il sera d'ailleurs secondé par Strzoda, « monsieur flash ball », directeur de cabinet de Macron. Ce dernier est bien connu des travailleurs et jeunes de la région rennais dont il était préfet qui lui ont donné ce "titre". Il a été, à Rennes, à l'avant-garde de la répression et de l'instauration de l'État policier : assignations à résidence, interdiction de manifester dans le centre ville, violences et provocations policières, allant jusqu'à l'énucléation d'un jeune étudiant rennais...

Darmanin, autre représentant de LR, prend la tête du ministère de l' « *Action et des comptes publiques* » qui englobe la Fonction publique et la Sécurité sociale. Cet ex-Sarkozyste a intégré le staff de campagne de Fillon et est un adepte de son programme de suppression des centaines de milliers de postes de fonctionnaires et de coupes dans les dépenses publiques.

On nous pardonnera de ne pas faire, faute de place, le portrait des Ferrand (ex-PS, initiateur d'En Marche) et Mézard ("radical de gauche") qui pourtant le mériteraient.

Le gouvernement comprend aussi, en nombre, des représentants directs du grand patronat, ayant siégé dans les Conseils d'administration des grandes entreprises capitalistes ou y ayant occupé des postes de direction.

C'est le cas de la ministre du travail, Muriel Pénicaud (directrice de Business France, ancienne dirigeante du trust Danone). Il est important de noter qu'elle y sera entourée notamment d'Antoine Foucher, 37 ans, qui a été directeur général adjoint du Medef de 2012 à juin 2016, de Pierre-André Imbert, présenté comme le père de la loi El Khomri, de Franck Morel ancien conseiller de Xavier Bertrand, pourfendeur de "l'obésité" du code du travail.

Mais il faut particulièrement mettre en exergue la place de Stéphane Lardy, qui était il y a encore quelques mois un des secrétaires confédéraux Force Ouvrière et qui, à ce titre, était responsable de la délégation FO lors des négociations sur l'assurance-chômage... que le gouvernement Macron se propose de liquider (voir plus bas).

Élisabeth Borne, ministre des Transports, est quant à elle une ancienne dirigeante du groupe Eiffage, et récemment PDG de la RATP : l'essentiel de son activité aura été la préparation à l'ouverture à la concurrence de l'entreprise publique.

Françoise Nyssen, est dirigeante du groupe d'édition Actes Sud. La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, est bien connue pour ses liens avec les trusts pharmaceutiques dont elle défend la mainmise sur les instances d'autorisation de mise sur le marché des médicaments – dont on a vu récemment les conséquences dramatiques pour les patients.

Blanquer et Vidal, duo de ministres chargés de dynamiser l'enseignement public et le droit aux études dans l'enseignement supérieur

Il faut attribuer une place particulière au ministre de l'Éducation et à celui de l'Enseignement supérieur.

Le Figaro du 18 mai dresse ainsi le portrait de Blanquer : « Grand ami de François Baroin, auteur d'une biographie sur son père Michel Baroin, Jean-Michel Blanquer, 52 ans, aime brouiller les pistes. On l'attendait plutôt ministre de l'Éducation de François Fillon. "Il avait ses entrées. Et il nous avait sollicités à plusieurs reprises", soupire l'un des proches du candidat défait des Républicains. C'est finalement au sein du gouvernement d'Édouard Philippe qu'il décroche le très politique ministère de l'Éducation nationale. Directeur adjoint au cabinet de Gilles de Robien, alors ministre rue de Grenelle en 2006, l'homme n'a connu son premier vrai baptême médiatique qu'en 2008. Tout récent recteur de Créteil, il doit alors faire face à une grève de lycéens émaillée d'incidents.

Dans ce rectorat, le deuxième de France, il fourmille d'idées de plus en plus remarquables: il fait chanter la marseillaise aux écoliers, invente des stages de "tenue de classe" pour les professeurs, crée un "internat d'excellence" à Sourdon qui accueille des élèves méritants issus de milieux défavorisés dans une ancienne caserne militaire.... »

Libération précise le tableau :

« A l'automne dernier, Jean-Michel Blanquer publiait l'École de demain, un livre avec des propositions suffisamment détaillées pour ressembler à un programme politique. A la relecture, on y retrouve plusieurs mesures prônées par Macron. Ainsi préconisait-il de "diviser par deux la taille des classes" en éducation prioritaire. Blanquer écrivait aussi vouloir "bâtir un système d'évaluation permettant de mesurer les performances des établissements et les acquis des élèves" – il avait sous Sarkozy mis en place les évaluations très contestées en CE1 et en CM2. Il est aussi un fervent défenseur de l'autonomie : des chefs d'établissement avec des pouvoirs renforcés, pouvant constituer leur équipe (recruter les enseignants sur des postes à profil), puis de les évaluer. Il va plus loin encore, favorable à l'annualisation du temps de travail des enseignants pour ainsi laisser aux

établissements "l'autonomie en matière d'usage des volumes horaires"»...

« Enfin, élément important à ajouter à sa biographie : Blanquer gravite comme plusieurs membres de l'équipe d'Emmanuel Macron autour de l'Institut Montaigne, un think tank libéral. Il l'assume et le revendique même. Au début de son ouvrage, il remercie l'équipe : "L'expérience et la vision [de l'Institut Montaigne, ndlr] ont nourri ce texte"».

La politique très réactionnaire des gouvernements Hollande avait déjà considérablement élargi les brèches dans l'édifice de l'enseignement public, son caractère national, ses programmes, diplômes, statuts nationaux : rythmes scolaires, liquidation des décrets de 50, réforme du collège, etc. Mais ce qui est à l'ordre du jour cette fois-ci, c'est le dynamitage total du système.

Il n'en va pas autrement au niveau de l'Université : la ministre de l'Enseignement supérieur, Recherche et innovation. Frédérique Vidal et son directeur de cabinet T. Coulhon – qui a participé à l'élaboration du programme de Macron pour l'ESR - sont tous les deux présidents de l'une des 15 universités qui ont reçu le label « d'excellence » et qui entendent bien institutionnaliser leur prédominance. Les chefs de ces établissements ont constitué le CURIF (Coordination des universités de recherche intensive) en marge de la CPU (Conférences des présidents de [toutes] les universités) dont il faut indiquer quelques objectifs :

- différenciation en matière de financement, selon qu'il s'agit d'universités dites « d'excellence » ou non, c'est-à-dire surdoter les universités d'élite (les leurs) au détriment des autres transformées en « universités – poubelle » ;
- accentuation de l'autonomie des universités et le renforcement du pouvoir des présidents - avec la possibilité de choisir le statut de leur établissement, de leur mode de financement, de leur lien (de leur dépendance !) avec le patronal local, de la composition des conseils,... ;
- possibilité de recruter eux-mêmes les enseignants-chercheurs et plus généralement un pouvoir renforcé en matière de « ressources humaines » (nomination, progression de carrière, revenus, etc.) ;
- instauration de la sélection pour l'entrée en licence, etc.

Macron et son gouvernement immédiatement en charge de la défense de l'impérialisme français

Certes, ce gouvernement a un caractère provisoire. Il est possible qu'il subisse quelques modifications à l'issue des législatives. Ces modifications dépendent en particulier de la question de savoir si En Marche disposera ou non de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, et de sa composition au lendemain des législatives. Au cas où il n'en disposerait pas, il devrait composer avec le groupe LR, ce qui n'aurait certes pas pour effet d'atténuer le contenu réactionnaire de sa politique anti-ouvrière !

Mais il entend immédiatement se mettre à la tâche au service de l'impérialisme français.

Macron s'est, sans délai, rendu en Allemagne pour rencontrer Merkel. La rencontre s'est faite dans le cadre du rapport de forces impitoyable entre le capitalisme

allemand et le capitalisme français, en faveur du premier. En clair, pas plus que Hollande, Macron n'a les moyens d'imposer quoi que ce soit à l'Allemagne. Mutualisation des dettes en Europe, invitation à l'Allemagne de diminuer ses excédents par une politique de dépense publique – dont il n'est du reste pas sûr qu'elle profiterait aux capitalistes français – priorité aux entreprises européennes pour les marchés publics, voire mesures anti dumping (en particulier face à la Chine) : sur toutes ces questions c'est l'Allemagne qui fait la loi et la réponse est « Nein » ! La puissante économie allemande n'a nullement l'intention de porter le fardeau de ses concurrents plus faibles en Europe (dont la France). Elle n'a nullement l'intention de s'enfermer dans une sorte de protectionnisme européen. Sa

prospérité tient à sa capacité à exporter sur le marché mondial, et elle sait que toute mesure protectionniste a son retour de bâton. Macron est donc rentré d'Allemagne avec... quelques phrases d'encouragement, et surtout d'encouragement à poursuivre les « réformes », à commencer par celle du marché du travail.

Le second voyage de Macron a été pour le Mali. Macron entend jouer pleinement de rôle qui lui est dévolu par les institutions de la V^e République : il est le chef des armées. Sa remontée des Champs-Élysées dans un véhicule militaire le jour de son intronisation est plus qu'un symbole. De changement, en est un autre le changement de nom du ministère de la Défense en ministère des Armées. Le maintien de Le Drian au gouvernement, son changement d'affectation même (du ministère de la Défense à celui des Affaires étrangères), c'est d'abord la continuation de la défense de l'impérialisme français, et donc de ses interventions militaires.

Mais, aucune illusion n'est permise pour ce gouvernement. Particulièrement au Mali (mais aussi au Niger, en République Centrafricaine), la « stabilisation » au profit de l'impérialisme français n'est pas pour demain ! La présence de moyens militaires considérables est donc nécessaire. L'impérialisme français ne peut prétendre « tenir son rang » que par une augmentation très importante du budget militaire. C'est du reste ce qu'a exigé sans ménagement avant même l'intronisation de Macron la hiérarchie militaire par la voix du chef d'état-major De Villiers. Macron a donné toute garantie d'abord dans son programme, promettant la progression du budget militaire à hauteur de 2 % du PIB, soit une augmentation à euros constants de plus de 50 % d'ici 2025. Mais c'est dès le prochain budget qu'une augmentation considérable doit intervenir. Bien évidemment, cette augmentation ne peut s'opérer que par la réduction concomitante des budgets assurant des services sociaux à la population (santé, école, dotations aux collectivités locales, etc.).

Renforcement de l'appareil de répression

Renforcement de l'appareil militaire, renforcement de l'appareil policier. Il faut noter que le ministre de l'Intérieur, Collomb, est le premier des ministres dans l'ordre protocolaire, ce qui a évidemment un sens. Il sera difficile à Macron et à son gouvernement de faire mieux que les gouvernements Hollande en matière de lois sécuritaires. Rappelons que l'un des derniers actes du gouvernement Hollande-Cazeneuve aura été l'adoption de la loi Sécurité publique qui donne aux policiers, en matière d'usage des armes, les mêmes droits qu'aux gendarmes, corps de l'armée. Mais le programme de Macron inclut le recrutement de 10 000 policiers supplémentaires,

l'ouverture de 15 000 nouvelles places de prison, quand par ailleurs il annonce 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires sur la durée du quinquennat. Se saisissant du prétexte de l'attentat de Manchester, Macron a décidé de prolonger l'état d'urgence, qui tend à devenir un état pérenne. La marche à l'État policier s'accélère. C'est le verso de la politique du gouvernement, dont l'autre face, le recto, est le « dialogue social » auquel le Premier ministre, Philippe, a indiqué dès les premières heures de sa prise de fonctions son attachement en prenant rendez-vous sans délais avec les dirigeants syndicaux (voir plus bas).

Un nouveau palier dans les attaques anti-ouvrières

Le gouvernement aura, à vrai dire, besoin de l'un (la répression de l'appareil d'État) et de l'autre (le dialogue social) pour mener à bien la violente offensive anti-ouvrière programmée.

Cette offensive anti-ouvrière est rendue nécessaire par l'état toujours plus déliquescant du capitalisme français. *Le Monde* titre pourtant dans son édition du 11 mai : « *l'embellie économique française se confirme* ». Mais, il faut lire la suite. « *Le PIB devrait croître de 0,5 % au deuxième trimestre...* [ndlr : à ce stade, il ne s'agit que d'une conjecture] *L'INSEE fait état, mercredi 10 mai d'un net rebond de la production industrielle en mars ; elle a augmenté de 2 % alors qu'elle avait reculé de 1,7 % au mois précédent* [ndlr : le moins qu'on puisse dire, c'est que rien ne permet de dire qu'on a affaire à une tendance de fond et de long terme !] *Par ailleurs, le déficit commercial, talon d'Achille de l'économie hexagonale, s'est réduit en mars à 5,4 milliards d'euros, ont annoncé, mercredi, les douanes* [ndlr : en clair, le déficit perdure, donc pas de quoi pavoiser d'autant que...] *Et ce, grâce au repli des approvisionnements en énergie* [ndlr : qui normalement est plutôt la manifestation d'une baisse d'activité] *et à un gain des exportations des produits industriels* ». L'article conclut : « *Sur douze mois, le déficit commercial cumulé atteint 55,6 milliards contre*

48,4 milliards pour l'année 2016 et 45,2 milliards en 2015 ». En clair, si l'on s'en tient aux chiffres réellement disponibles et non à des spéculations hasardeuses, la situation continue à empirer.

D'autres chiffres le confirment. Selon la Commission européenne, le déficit public devrait repasser au-dessus de 3 % dès 2018, et la France serait donc maintenue sous la procédure des « déficits excessifs ». « *La France est un des rares membres de la zone euro, avec la Grèce, l'Espagne et le Portugal, à faire encore l'objet de cette surveillance rapprochée des institutions. L'an prochain, elle risque de se retrouver bonne dernière...* »

Le gouvernement Macron-Philippe n'a pas d'autre manière de répondre à cette situation que l'accélération des attaques contre les masses. Cette accélération, nécessaire du point de vue du Capital, est par ailleurs jugée possible du fait des rapports entre les classes. Le gouvernement Macron-Philippe, tout comme le MEDEF, juge qu'il faut profiter de la situation où le prolétariat est sonné par les défaites encaissées d'abord sur le terrain de la lutte des classes directe avec la loi El Khomri, puis sur le terrain électoral avec le désastre à la présidentielle. Ils ont évidemment quelques raisons de le penser, même si en matière de lutte des classes, tout pronostic est hasardeux.

Un programme copieux contre le prolétariat et la jeunesse

Le programme du gouvernement Macron-Philippe est donc particulièrement copieux en matière d'attaques anti-ouvrières :

- attaque d'une violence inédite contre la Sécurité sociale avec la suppression de la cotisation dite « salariés », qui est en réalité une cotisation payée par le patron au titre du salaire différé. Cette suppression est frauduleusement présentée comme une augmentation de salaire. La suppression des recettes serait compensée par une augmentation de la CSG. Ce serait un pas de première importance vers l'étatisation de la Sécurité sociale ;
- liquidation du régime de retraites par répartition au profit d'une retraite « par points », autrement dit individualisation totale du système des retraites ;
- liquidation de l'assurance-chômage salariés financée par le patronat au profit d'une indemnisation de l'inactivité ouverte aux non-salariés, gérée et financée par l'État, donc par l'impôt des travailleurs ;
- privatisation totale de la SNCF et liquidation totale de ce qui reste du statut particulier des cheminots de la SNCF ;
- et immédiatement (voir plus bas), dynamitage du code du travail par ordonnances.

Dans la lignée des gouvernements précédents, le gouvernement Macron-Philippe entend réserver des coups particulièrement violents à l'enseignement public :

- dans le primaire, accentuation de la mise sous la tutelle des collectivités territoriales des écoles. Les "rythmes scolaires" seront maintenus ou non sur décision des mairies et selon les moyens financiers des communes. L'inégalité déjà induite par la « réforme des rythmes » est ainsi posée en principe. Par ailleurs, le projet de transformation des directeurs d'école en fonctionnaires d'autorité – qui a toujours buté sur la résistance farouche des enseignants – sera relancé pour mise en œuvre effective ;

- dans le secondaire, « l'autonomie » sera poussée à son terme, chaque établissement en collège disposant « librement » de sa répartition horaire. Le baccalauréat, à l'exception de quatre matières, sera ramené à un examen sous forme de « contrôle continu ». Il sera en réalité liquidé comme « premier diplôme universitaire » (voir plus bas). Prenant appui sur les contre-réformes du statut engagés par les gouvernements Hollande, et les poussant jusqu'à leur terme, les professeurs seront recrutés par les chefs d'établissement ;

- l'enseignement professionnel public sera liquidé purement et simplement. Toute la formation professionnelle se fera sous forme d'apprentissage sous la coupe directe du patronat. Alors même que les dirigeants de la FSU et du SNES saluaient l'arrivée de Macron, le syndicat de la FSU des lycées professionnels lui-même a dénoncé cette orientation.

Bien sûr, la jeunesse étudiante est dans le collimateur :

- prenant appui sur la scélérate loi Belkhacem instaurant la sélection en maîtrise, le gouvernement Macron-Philippe entend l'établir également dans un premier temps au niveau de la licence. Mais à l'évidence, il n'entend pas s'arrêter là. L'accès à tous les niveaux à l'enseignement supérieur se fera sur la base de « prérequis » fixés par les universités elles-mêmes. Cette instauration de critères de sélection particuliers à chaque université est évidemment parfaitement complémentaire avec la liquidation du baccalauréat comme premier grade universitaire ;
- par ailleurs, les universités – c'est-à-dire les Conseils de Gestion et leur président - décideront elles-mêmes de leur recrutement. Elles pourront décider de « diversifier leurs sources de financement », ce qui signifie non seulement le financement patronal – et le pouvoir patronal qui va nécessairement avec –, mais aussi la libre possibilité de faire appel au financement par les étudiants eux-mêmes, c'est-à-dire l'explosion du coût des inscriptions, la remise en cause la plus brutale du droit aux études.

Aux élections législatives, du côté des formations et des partis bourgeois

Certains objecteront que la mise en œuvre de ce programme est suspendue de manière immédiate aux résultats des législatives. Certes le résultat des législatives comprend une part d'incertitude. Mais il faut dire où est l'incertitude. Elle ne porte nullement sur la possibilité qui existerait pour la classe ouvrière de renverser le résultat de la présidentielle. Il n'existe pas la moindre possibilité qu'une majorité PS-PCF soit reconduite.

L'incertitude porte sur la possibilité ou non pour le mouvement En Marche (rebaptisé La République en marche) de disposer de la majorité absolue en sièges. Notons que la réforme Jospin de la Constitution, qui a fait procéder les législatives de la présidentielle, vise, autant que faire se peut, à donner au président de la république une majorité à sa botte. Notons aussi – ce qui ne va pas du point de vue de la bourgeoisie sans poser problème – qu'En Marche n'est pas un parti. C'est un conglomérat de politiciens bourgeois – d'origines diverses, dont une partie est issue de l'appareil bourgeois du PS – coalisés de

manière verticale autour du seul Macron et attirés par le goût commun pour les prébendes du pouvoir. Le problème que cela pose est évidemment le degré de cohérence et de fiabilité d'un tel mouvement en cas d'épreuve sérieuse affrontée par le gouvernement.

L'opération Philippe (et l'entrée au gouvernement de Le Maire et Darmanin) visait à casser en deux LR, et donc à l'affaiblir pour lui interdire de disposer – ce qui était évidemment son but - d'une majorité à l'Assemblée. Il est clair que l'opération a pour une part atteint son but, comme l'atteste l'appel de 170 élus LR à collaborer avec Macron. La question demeure pourtant posée de savoir si cela sera suffisant pour permettre à En Marche de disposer de la majorité à l'Assemblée.

C'est d'autant moins évident qu'outre l'électorat LR, une large part de l'électorat des partis bourgeois va se retrouver dans le vote Front national, dans la foulée des 10,7 millions de voix obtenues par Le Pen au second tour. Il faut pourtant remarquer que, suite à la présidentielle, la

crise s'est également ouverte au sein du FN : retrait (provisoire) de la vie politique de Marion Maréchal-Le Pen, constitution du regroupement Les Patriotes autour de Philippot. Que la crise surgisse sur la position par rapport à l'Euro ne doit rien au hasard. Le rétablissement du franc et la rupture avec la zone euro sont en réalité les principaux points qui gênent vraiment le patronat français dans le programme du FN. Une partie de la direction du FN pousse celui-ci à se débarrasser de cette prise de

position pour en rester au vieux fonds archi-réactionnaire de l'extrême droite : la chasse aux immigrés, le cléricisme et la défense de la famille (c'est-à-dire la remise en cause des droits des femmes), celle de l'appareil policier et du colonialisme, tout terrain sur lesquels pourrait se nouer un accord avec tout ou partie de LR, comme l'indiquent les appels du pied de Maréchal-Le Pen à Wauquiez, et donc s'ouvrir la perspective réelle d'accéder un jour au gouvernement.

Le PS à l'agonie

Si considérables soient les soubresauts qui agitent les partis bourgeois, ils n'ont pourtant pas la même dimension que la crise d'agonie qui secoue profondément le Parti socialiste.

Le score misérable du candidat du PS a libéré toutes les forces qui œuvrent depuis des années à sa destruction en son propre sein d'abord. Ce score sanctionne d'abord la soumission constante des députés du PS pendant 5 ans à la politique violemment anti-ouvrière des gouvernements Hollande.

Déjà depuis de nombreux mois, plusieurs dizaines d'élus du PS étaient à l'initiative de la candidature Macron. Avant même le premier tour, à la suite de Valls, Le Drian, Hollande appelaient à voter Macron – alors que Hamon multipliait à l'égard des deux derniers les hommages les plus pitoyables. Le Foll, Royal, Touraine, Cazeneuve ne disaient pas un mot, ne serait-ce que pour indiquer qu'ils voteraient pour lui.

A peine la sanction du premier tour tombée, la direction du PS unanime appelait à voter Macron. Valls annonçait quant à lui, la mort du PS et sollicitait dans sa circonscription le label En Marche. Macron, adepte de la formule « malheur aux vaincus », s'est d'ailleurs offert le luxe de la lui refuser. Le plus remarquable n'est pourtant pas là, mais dans le fait que non seulement le PS n'a pris aucune sanction contre Valls, mais qu'il a décidé de ne pas présenter de candidat contre lui. Autrement dit, il accorde sa bénédiction à ses assassins.

La plateforme des candidats du PS ne vaut d'être lue que pour mieux repérer ce qu'elle ne contient pas. On n'y trouve pas la moindre condamnation du programme de Macron, à peine l'évocation en trois mots du rejet du recours aux ordonnances sur le code du travail. Le titre de cette plateforme, « *une gauche constructive* », dit d'ailleurs tout : le PS est pleinement disposé à collaborer avec Macron si celui-ci a besoin de lui.

Il est vrai que parmi les dirigeants du PS pas une seule voix ne se lève en défense du Parti. Sans doute, avant le premier tour, quelques réactions dans le PS se sont manifestées pour le départ du PS – même pas l'exclusion d'ailleurs - de ceux qui avaient appelé à voter Macron. Mais, même ces réactions assez limitées n'ont pas trouvé le moindre relais au sein de quelque dirigeant du PS que ce soit. Cela vaut bien sûr pour ceux qui soutiennent ouvertement Macron. Mais c'est également vrai pour les autres.

Ainsi Hamon se propose de fonder un mouvement pour « *reconstruire une gauche inventive qui dépassera les étiquettes politiques* ». Il s'agit, sur les ruines du PS, de construire un mouvement commun avec une partie

d'EELV, formation totalement étrangère au mouvement ouvrier.

Le discours est strictement équivalent chez le tandem Aubry-Hidalgo (cette dernière a reçu en grandes pompes Macron fraîchement élu à la mairie de Paris). Associées à Taubira – qui a toujours été extérieure au PS, ancienne candidate MRG en 2002 contre Jospin à la présidentielle – elles ont décidé de fonder elles aussi un mouvement : « *Dès demain* ». Son texte fondateur est une bouillie idéologique difficile à lire jusqu'au bout, dont est évidemment absente toute référence aux intérêts ouvriers, mais où l'on trouve au passage la phrase suivante, lourde de sens : « *Aujourd'hui, plus que jamais, le moment est venu de nous émanciper des vieux carcans d'hier et des débats strictement internes aux appareils politiques pour créer un mouvement, dont le rôle sera d'identifier les solutions et les réussites locales, et de travailler à leur mise en œuvre à toutes les échelles de territoires : locale, nationale et européenne.* » On peut mettre en œuvre les « *réussites locales* » avec Macron-Philippe au gouvernement – qui ne constituent donc pas un problème. Et surtout, il faut en finir avec « *les vieux carcans* », avec le premier d'entre eux : le Parti socialiste.

De Valls à Hamon, en passant par Aubry, Le Foll et Hollande, il y a sans doute entre eux plus d'une nuance. Mais il y a aussi un point commun essentiel : il faut en finir avec l'existence du PS. Comme un symbole, Hollande, après avoir quitté l'Élysée, a fait le même chemin que celui accompli par Mitterrand en 1995. Celui-ci se rendant au local du PS, avait affirmé que l'existence du PS était indispensable à la conquête du pouvoir. Au terme de ce même chemin, Hollande au local du PS a en réalité tenu le discours strictement inverse : « *Le socialisme durera et perdurera, peut-être sous d'autres formes mais il durera* ». L'essentiel est évidemment l'appel à « *d'autres formes* », c'est-à-dire à la disparition du PS tel qu'il est.

Cambadélis annonce la couleur dans *Le Figaro* du 22 mai : « *Je pense que le PS va se refonder, se reformuler, se restructurer, qu'il y aura beaucoup de travail* », prévient-il, en précisant qu'il veut participer à cette recomposition : « *Je serai au milieu de ce travail.* »

Dans de telles circonstances, il est inéluctable que la bérézina de la présidentielle soit prolongée par un waterloo des législatives. Déjà, c'est partout le sauve-qui-peut, entre floraison de candidatures « dissidentes » et candidatures annonçant dès maintenant le ralliement à Macron – et bénéficiant à ce titre de la non-concurrence d'En Marche. C'est le cas de Le Foll, Touraine, Vaillant,

El Khomri. Tous, en particulier cette dernière, n'ont pas volé la bienveillance du banquier.

Au-delà même des législatives, la question de savoir si le PS existera encore dans quelques mois est posée. La liquidation du Parti dont l'ancêtre – la SFIO – a été créée il y a 112 ans en 1905, constituerait une modification profonde de la situation politique. Le vieux parti – certes corrompu et inféodé jusqu'à la moelle à l'ordre bourgeois – que, périodiquement, la classe ouvrière et la jeunesse

utilisaient pour chasser les partis bourgeois, disparaissant, la France serait ramenée à une situation « à l'américaine » ou, plus près de nous, « à l'italienne ». Cela signifierait que les seuls partis existant, en particulier lors des échéances électorales, seraient des partis purement bourgeois. Pour le prolétariat, et en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, ce serait un formidable retour en arrière.

PCF : vers une quasi-disparition à l'Assemblée

Il ne fait pas de doute que ces législatives vont être marquées, par la quasi-disparition du PCF en tant que parti ayant une influence électorale. Le PCF est inéluctablement condamné depuis près d'un quart de siècle, c'est-à-dire depuis la liquidation de l'URSS et le rétablissement du capitalisme en Russie. Le déclin électoral - qui d'ailleurs s'était engagé en France dès 1981- s'est amplifié jusqu'aux 1,94 % de voix de Buffet en 2007. En 2012, la participation à la campagne de Mélenchon, candidat du Front de gauche, a pu donner l'illusion que la spirale du déclin était brisée. Mais dès les législatives, cette illusion s'est dissipée. Le nombre de députés PCF était réduit à 7, et le PCF n'arrivait à prendre la tête d'un groupe parlementaire constitué de bric et de broc que par la mansuétude du gouvernement, qui réduisait le nombre de députés nécessaires à sa constitution.

En 2017, le PCF s'est vu placé dans une autre situation : ou bien accepter le soutien à la candidature Mélenchon, qui n'était plus alors la candidature d'un front de partis issus du mouvement ouvrier mais la candidature d'un tribun qui ne laissait au PCF aucune marge de négociations en particulier pour les législatives, ou bien s'engager dans une candidature PCF, avec la perspective d'un score des plus limités. Sans doute cette dernière

possibilité ne laissait-elle pas espérer un avenir radieux. Mais l'orientation de soutien à Mélenchon, que Laurent a laborieusement fait adopter à une majorité des membres du Parti consultés, dans l'espoir de pouvoir ensuite desserrer l'étreinte, se manifeste dans toutes ses conséquences. La direction du PCF a elle-même contribué à légitimer une machine (La France insoumise) tout entière vouée à sa destruction (comme à celle du PS). Les « négociations » entre le PCF et Mélenchon n'ont pas eu lieu, ce dernier décidant de présenter des candidats partout contre le PCF (à une poignée d'exceptions près), y compris contre le président sortant du groupe parlementaire à l'Assemblée, Chassaigne.

Il n'y aura cette fois pas de sursis, pas de groupe parlementaire octroyé. La survie électorale du PCF tenait beaucoup à la place que continuait à lui octroyer bon an mal an le PS, en particulier dans le cadre des alliances municipales d'« union de la gauche » avec d'autres forces (bourgeoises). Le PCF continuera sans doute à conserver une influence, en particulier dans les appareils syndicaux, à la CGT, à la FSU où des décennies d'expérience contre-révolutionnaire le rendent encore « utile ». Mais comme parti ayant une influence de masse notamment sur le plan électoral, il a vécu.

Mélenchon et la France insoumise : d'un côté pour la liquidation du PS et du PCF, de l'autre pour la « cohabitation » avec Macron

Le candidat Mélenchon a obtenu à la présidentielle un score de première importance dans l'électorat populaire et dans la jeunesse. Il a largement siphonné l'électorat qui en 2012 avait voté Hollande. Globalement, quoique de manière beaucoup plus réduite, son électorat recoupe l'électorat historique du PS et du PCF. La raison en est assez évidente : une partie importante de la population laborieuse et de la jeunesse écœurée par cinq années de gouvernement Hollande, dans une situation où Hamon, candidat du PS, reprenait à son compte l'essentiel de l'« héritage » et en l'absence d'une véritable alternative sur une orientation révolutionnaire, a reporté son vote sur Mélenchon.

CPS 64 du 1^{er} mars s'en est largement expliqué : non seulement la candidature Mélenchon ne relève pas du mouvement ouvrier, mais en réalité elle est d'emblée tout entière tournée contre le mouvement ouvrier. Le « succès » de Mélenchon n'infirme en rien cette appréciation. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que, sur la base de la trahison des partis ouvriers traditionnels, des formations bourgeoises captent tout ou partie de l'électorat ouvrier. En Amérique latine, les diverses variantes du péronisme, de Peron jusqu'à Chavez,

en Europe, le mouvement Podemos en Espagne, par exemple, illustrent ce fait. Ni dans son contenu, ni dans sa forme, La France insoumise ne relève du mouvement ouvrier. Les quelques revendications ouvrières (abrogation de la loi El Khomri, par exemple), dont Mélenchon pimentait son programme, ne peuvent camoufler le fond du programme : la défense de l'« empire français » (« *La Guyane, c'est la France* »), la défense constante de l'appareil policier (rappelons-le, Mélenchon préconisait le rétablissement des postes de flics supprimés par Sarkozy), la réduction massive de l'impôt sur le Capital (Mélenchon lui aussi préconise la réduction de l'impôt sur les sociétés de 33 à 25%), etc. Dans sa forme, le mouvement La France insoumise est organisé verticalement autour de la personne du tribun, lequel pratique et impose le culte de sa propre personne sans modération. Il n'y a pas la moindre démocratie interne, fût-elle sous la forme frelatée des congrès tels que les pratiquent PS et PCF. En ce sens d'ailleurs, La France insoumise a un fonctionnement strictement identique à En Marche, quelles que soient les différences par ailleurs. L'un et l'autre sont strictement adaptés aux institutions de la V^e République, dont

l'objectif (CPS 64 le rappelait) demeure la fin du « régime des partis ».

A cet égard, les derniers développements politiques depuis la présidentielle sont très éclairants. L'objectif fixé par Mélenchon de liquidation du PS et du PCF est clairement affirmé. La candidature de Mélenchon contre Menucci, le candidat du PS dans une circonscription de Marseille, a été éclairée par Mélenchon lui-même d'une lumière crue : « *Je ne cherche pas à affaiblir le PS ; je cherche à le remplacer* ». Quant au PCF, non seulement la France insoumise présente des candidats contre ses députés sortants, mais *Le Canard enchaîné* dévoile le contenu du message de Mélenchon à Laurent : « *Vous créez la confusion dans tout le pays en vous appropriant mon portrait et mon nom sans parler du logo front de gauche ! Bravo "l'identité communiste". Tout ça après des mois d'injures et de manœuvres pour saboter ma campagne. Et vous recommencez ! Vous êtes la mort et le néant.* ». Le tout agrémenté d'attaque en justice contre le PCF accusé d'utiliser la personne et la photo (sacrées ?) de Mélenchon dans sa campagne.

La violence de Mélenchon contre le PS et le PCF contraste avec l'aimable traitement dont il fait bénéficier tant Macron que les dirigeants LR. Mélenchon a inauguré sa campagne par une visite de « *courtoisie* » à Gaudin, le maire LR de Marseille. Il est inutile de rappeler que Gaudin est un ennemi de toujours du prolétariat à Marseille, et qu'il n'y a pas deux mois il réclamait encore l'intervention des forces de police contre la grève des éboueurs de la ville !

Quant à la position à l'égard de Macron, elle éclaire d'une lumière crue la prétendue opposition de Mélenchon aux institutions de la V^e République. Après avoir demandé

entre les deux tours à Macron de « *faire un geste* » en direction de son électorat sur le code du travail en renonçant aux ordonnances, Mélenchon mène vigoureusement campagne... pour une cohabitation. La dépêche de l'agence Reuters du 14 mai concentre la position de Mélenchon :

« (...) *Dans ce contexte, le chef de file des Insoumis a vanté les mérites de la cohabitation, en prenant pour exemple celle du Premier ministre socialiste Lionel Jospin avec Jacques Chirac à l'Élysée entre 1997 et 2002, "un des moments les plus positifs de la vie économique française" avec des créations d'emploi record dues aux 35 heures et des comptes sociaux dans le vert. "Je vous demande d'utiliser cet argument" a-t-il dit, en indiquant qu'il s'agissait de "montrer qu'il faut que ce jeune homme soit tempéré dans ses folies par la main avisée d'un sage qui connaît de quel côté est le bonheur du peuple".*

L'enjeu des législatives est donc de « tempérer » Macron par la nomination de Mélenchon comme Premier ministre qui parle sans rire de lui-même comme « *d'un sage qui sait de quel côté est le bonheur du peuple* » ! Et surtout, le modèle de Mélenchon est donc le gouvernement de cohabitation de Jospin (dans lequel il est vrai, Mélenchon était ministre !). Il est inutile de rappeler ce que fut la politique du gouvernement Jospin : celle des privatisations à tout va, des Emplois Jeunes, celle où Jospin répondait aux ouvriers de Michelin licenciés : « *L'État ne peut pas tout* », celle qui a conduit en 2002 à la défaite cinglante de Jospin lui-même à la présidentielle, éliminé dès le premier tour.

A tous ceux qui, « à gauche » du PS, habillent Mélenchon des couleurs les plus "radicales", la réponse est donnée par Mélenchon lui-même !

Pour le prolétariat, aucune possibilité d'éviter une défaite cinglante aux législatives

Dans ce contexte, la victoire des candidats de la bourgeoisie aux législatives est garantie. De nombreux travailleurs, écœurés par la politique du PS et du PCF, vont s'abstenir. D'autres seront conduits à voter pour les candidats de Mélenchon qui fait son miel de la trahison de ces partis. Nous avons largement expliqué pourquoi en ce qui concerne notre Groupe il ne pouvait être question d'appeler à voter pour ses candidats. Tenter d'exprimer à ces législatives un vote de classe signifie évidemment ne pas accorder une seule voix aux candidats du FN, de LR, de La République en marche – et, pour ces derniers, quelle que soit l'origine de ces candidats. Cela vaut aussi pour les candidats de formation bourgeoises tels les Radicaux de Gauche, EELV, etc. Exprimer un vote de classe ne pourra en aucun cas non plus se faire par le vote « France insoumise ».

Reste donc comme seule possibilité le vote pour les candidats du PS et du PCF. A ce vote, on peut ajouter celui pour les candidats du NPA, de LO, du POID, en sachant qu'à aucun moment ces candidats ne se présentent sur le programme qui serait celui d'un véritable Parti ouvrier révolutionnaire.

S'ajoute une difficulté supplémentaire. Un certain nombre de candidats issus du PS ou bien ont ouvertement rejeté le sigle PS (tel Valls), ou bien sont en réalité des candidats de Macron – celui-ci ayant décidé de ne pas leur opposer de candidats En Marche : les El Khomri, Touraine, Le Foll, Vaillant, etc. Ce sont en réalité des candidats qui très ouvertement sont des candidats pour la liquidation du PS. Le vote de classe ne saurait inclure le vote pour de tels candidats.

Tout en préconisant un tel vote, le Groupe précise que dans les conditions présentes, la classe ouvrière et la jeunesse ne peuvent rien espérer de ces élections : la défaite est inéluctable et ce sera une défaite de grande ampleur. Mais si brutale que soit cette défaite, elle ne fera pas disparaître la lutte des classes. Et à cet égard, le gouvernement Macron-Philippe entend mener immédiatement l'offensive contre les acquis ouvriers. Cela met à l'ordre du jour pour les militants qui entendent défendre les intérêts ouvriers des questions brûlantes et immédiates.

La réforme du code du travail...

Macron et son gouvernement ont décidé d'engager sans délai le fer contre le prolétariat. C'est dès cette semaine

que s'ouvre le « dialogue social » pour l'adoption des ordonnances sur la « simplification » du code du travail. Il

s'agit de parachever la loi El Khomri, de faire sauter les dernières barrières à l'exploitation constituées par ce qui reste de ce code du travail :

- limitation des indemnités pour licenciement jugée « sans cause sérieuse » par les prud'hommes. En clair, le patron doit pouvoir licencier à sa guise à moindres frais ;
- extension du domaine des accords d'entreprise. *BFM Business* précise : « On sait désormais que la priorité de l'accord d'entreprise sur l'accord de branche ne devrait plus concerner seulement le temps de travail. "Le Code du travail définit un socle de droits et de règles (durée légale du travail, salaire minimum, égalité professionnelle...), qui continuera de s'imposer aux entreprises", est-il ainsi écrit sur le site d'En Marche!. "Au-delà, la primauté sera donnée aux accords d'entreprise sur les accords de branche" ». En réalité, il n'y a plus aucune durée légale du temps de travail puisque l'« accord d'entreprise » pourra décider sans limitation de la modulation hebdomadaire du

temps de travail. Cela signifie de fait la suppression de tout paiement des heures supplémentaires à un taux supérieur au taux horaire de base ;

- possibilité du patron de passer par-dessus l'opposition des syndicats, y compris lorsqu'il ne trouve pas de syndicats jaunes représentatifs à hauteur de 30 % pour demander un référendum. Désormais, il peut lui-même organiser un tel référendum ;
- « représentation unique des personnels », et ce dans toutes les entreprises quelle que soit leur taille : autrement dit, liquidation partout de l'institution des délégués du personnel au profit d'une instance qui sera une instance unique de cogestion.

La procédure des « ordonnances » implique que leur texte n'est pas soumis à l'Assemblée nationale. Cette dernière se contente d'autoriser le gouvernement à légiférer par ordonnances au préalable, puis, au terme du processus, à ratifier les dites ordonnances.

... les attaques contre la Fonction publique...

Dans le même temps, les mesures contre la Fonction publique et les fonctionnaires sont immédiatement mises en chantier. Darmanin a confirmé les 120 000 suppressions de poste, et aussi une nouvelle diminution brutale du pouvoir d'achat des fonctionnaires à travers

l'augmentation de la CSG. A cela, il faut ajouter une nouvelle attaque contre le point d'indice (qui pourrait différer selon l'appartenance à la Fonction publique d'État, territoriale ou hospitalière).

... par le moyen du « dialogue social » et de la collaboration des directions syndicales

Pour faire passer de telles attaques, le gouvernement Macron-Philippe ne peut ni ne veut se passer du « dialogue social ». Si favorable que soit le rapport de forces en sa faveur, il a pourtant encore besoin de la collaboration des directions syndicales. C'est ce qu'a indiqué sans ambiguïté Philippe. *Le Parisien* du 18 mai indique : « Édouard Philippe a pris contact jeudi avec les principales organisations syndicales et patronales, en les assurant de "l'importance qu'il accorde au dialogue social", a annoncé son entourage à l'AFP, alors que se prépare pour cet été une délicate réforme du droit du travail.

Dans l'après-midi et la soirée, le Premier ministre a appelé successivement : Laurent Berger (CFDT), Jean-Claude Mailly (FO), Pierre Gattaz (Medef), Pierre Burban (UPA), Philippe Martinez (CGT), François Asselineau (CGPME) et Luc Béritte (Unsa), a-t-on précisé à Matignon.

Le chef du gouvernement a appelé les représentants des principaux partenaires sociaux "afin de se présenter" après sa nomination lundi, "et surtout exprimer l'importance qu'il accorde au dialogue social dans le travail du gouvernement et dans le cadre de sa feuille de route". Ce n'est pas une nouveauté, mais Philippe le précise : le dialogue social, c'est bien « dans le cadre de sa feuille de route » !

Les directions syndicales unanimes avaient déjà anticipé. Ils étaient présents en bonne place à la cérémonie d'intronisation de Macron.

La direction de la CGT « appelle solennellement Emmanuel Macron à renoncer à imposer de nouveaux reculs sociaux par ordonnance ou 49-3 ». On est en droit d'en conclure que si le gouvernement ne passe pas par les ordonnances, c'est acceptable. Mais en réalité, la direction

de la CGT ne pose aucune sorte de préalable à la discussion des mesures Macron, pas même celui du recours aux ordonnances. C'est ce que précise Europe 1 : *Le message est passé. La CGT et l'Unsa ont salué vendredi la démarche du Premier ministre Édouard Philippe, qui avait appelé la veille syndicats et patronat pour leur dire "l'importance qu'il accorde au dialogue social". Ils veulent désormais rencontrer le nouvel exécutif concernant la future réforme du droit du travail. Le leader de la CGT, Martinez, invité sur plateau de LCP, a raconté que le Premier ministre l'avait appelé jeudi : "c'est plutôt bien, j'espère très rapidement une rencontre avec lui, le président de la République et la ministre du Travail" ».*

Le communiqué de la direction de la CGT du 17 mai doit être qualifié pour ce qu'il est : une escroquerie : « La CGT se rendra au rendez-vous avec Emmanuel Macron dès qu'il sera fixé. Mais nous ne ferons pas office d'alibi avec un pseudo dialogue social ou une simple concertation.

Nous nous y rendrons de façon offensive, en portant nos exigences sociales, empreintes de modernité pour toutes et tous.

La CGT demande l'ouverture d'une négociation sociale résolument tournée vers le XXI^e siècle portant notamment sur :

- la réduction du temps de travail à 32 heures et l'augmentation des salaires et des pensions de retraite ;
- le renforcement du droit d'expression des salariés et d'intervention de leurs représentants ;
- l'amnistie pour les militants syndicaux et le respect des libertés syndicales ;
- le renforcement des conventions collectives et le rétablissement de la hiérarchie des normes et du principe de faveur. »

Les dirigeants de la CGT savent mieux que quiconque que la concertation avec le gouvernement a lieu « *dans le cadre de sa feuille de route* ». Jamais l'alibi de la participation à la concertation sous prétexte d'aller y défendre les revendications n'a été à ce point une misérable tromperie de la classe ouvrière.

Quant à la direction de Force Ouvrière, Mailly qui parle en son nom s'est fait la spécialité d'adresser au gouvernement une félicitation par jour. Parmi beaucoup d'autres, cette déclaration sur Pénicaut, ministre du travail : « *Elle a été DRH chez Danone, une entreprise connue pour la qualité de son dialogue social (sic)... C'est quelqu'un qui a une dimension sociale et politique. Et en plus elle connaît le droit du travail* ». Mailly ne voit pas même d'inconvénient au recours aux ordonnances ; ainsi, selon *Le Canard Enchaîné* du 24 mars, il aurait déclaré : « *la Sécurité sociale et la cinquième semaine de congés ont bien été créées par des ordonnances !* ». Il faut oser la comparaison !

On ne saurait mieux indiquer la disponibilité à une collaboration pleine et entière avec le gouvernement.

La première journée de « concertation » a, du point de vue des objectifs gouvernementaux, tenu toutes ses promesses. *Les Echos* du 24 mars citent Martinez : « *On n'est pas d'accord mais au moins on a échangé* », et Mailly : « *Si on a une concertation, on est prêt à travailler tout l'été, juillet et août compris. J'ai senti qu'à priori il y a des marges de manœuvres.* » Non seulement ce n'est pas une déclaration de guerre, mais c'est l'affirmation d'une disponibilité totale pour aider le gouvernement à faire passer les ordonnances.

S'agissant du code du travail, la responsabilité principale est celle des confédérations CGT et FO. Mais pour ce qui est de la concertation avec Darmanin, c'est celle des fédérations de fonctionnaires. Celles-ci ne sont pas moins zélées. La direction de la FSU, par exemple, n'est pas en reste. Toute honte bue, la direction de son principal syndicat, le SNES-FSU souhaite à Macron « *un quinquennat fructueux* ». Et déjà là aussi, la ronde dans le bureau du ministre a commencé.

La même collaboration a obtenu ses premiers résultats contre les travailleurs de GM&S à La Souterraine, Creuse, où l'entreprise est menacée de fermeture avec le licenciement de 280 ouvriers. A la revendication ouvrière : maintien de l'usine ! pas une seule suppression d'emploi ! (qui implique sans doute la nationalisation sans indemnité ni rachat de l'entreprise) les dirigeants syndicaux avec le soutien bruyant de Mélenchon ont opposé le mot d'ordre d'« *augmentation de la commande de Renault et PSA* » – l'entreprise est sous traitance. Comme toujours lorsque le syndicat se transforme en conseiller économique du patron, ce sont les ouvriers qui paient la note. Le Maire, ministre de l'Économie, a immédiatement satisfait la « revendication ». PSA et Renault vont augmenter leurs commandes. Cela n'empêchera pas des dizaines de licenciements comme le précise à demi-mots le ministre. « *Le communiqué de Bercy insiste pour sa part dimanche sur le fait que l'entreprise, deuxième employeur privé de la Creuse, "devra adapter son organisation afin de gagner davantage en compétitivité"*. » (AFP, 21 mai 2017).

Prendre des initiatives politiques pour la rupture immédiate des directions syndicales avec le gouvernement Macron-Philippe

C'est une évidence : le combat pour le retrait du projet d'ordonnances Macron-Philippe commence par le combat pour la rupture des directions syndicales, l'exigence qu'ils quittent immédiatement la table de la concertation. Cela ne pourra leur être imposé que par les travailleurs eux-

mêmes. Il convient donc dans le court laps de temps pendant lequel c'est encore possible de multiplier les initiatives politiques – prises de positions d'instances syndicales, d'assemblées de travailleurs dans ce sens.

La seule perspective militante : combattre pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Tout indique que la situation qui s'ouvre sera pour la classe ouvrière et la jeunesse une situation très difficile. L'amplification des attaques contre leurs conditions d'existence, la volonté avérée des directions syndicales d'y collaborer pleinement, l'extrême décomposition des partis ouvriers-bourgeois qui les met au bord de la disparition pure et simple rendent plus nécessaire encore le combat pour rassembler les premiers matériaux pour la construction d'un véritable Parti ouvrier révolutionnaire, à l'échelle internationale d'une véritable Internationale ouvrière révolutionnaire. Que les conditions de ce combat ne soient pas faciles est une évidence. Dans les conditions actuelles résonnent avec force ces quelques phrases de Trotsky en conclusion de *Leur Morale et la nôtre* :

« *Quand nous disons que la fin justifie les moyens, il en résulte pour nous que la grande fin révolutionnaire repousse les moyens, les procédés et les méthodes*

indignes qui dressent une partie de la classe ouvrière contre les autres ; ou qui prétendent faire le bonheur des masses sans leur propre concours ; ou qui diminuent la confiance des masses en elles-mêmes et leur organisation en y substituant l'adoration des "chefs" (...) Ils [les "trotskystes"] ont appris à ne point désespérer parce que les lois de l'histoire ne dépendent pas de nos goûts individuels et de nos critères moraux (...) Ils ont appris à ne point craindre les ennemis les plus puissants, si la puissance de ces ennemis est en contradiction avec les exigences du développement historique. Ils savent remonter le courant avec la conviction profonde que l'afflux historique d'une puissance nouvelle les portera jusqu'à l'autre rive (...) Participer au mouvement les yeux ouverts, avec une volonté tendue, telle est bien la satisfaction morale par excellence qui puisse être donnée à un être pensant ! ».

Le 24 mai 2017

Défense de Trotsky contre les falsificateurs osant faire de Trotsky un chantre du « front républicain »

Introduction : Trotsky aurait-il appelé à voter Macron pour faire barrage au Front national ?

Entre les deux tours de l'élection présidentielle, une escouade de journalistes, intellectuels et militants dits de gauche Jean Birnbaum, Edwy Plenel, Michel Broué, Gérard Filoche, José Chatroussat et François Chesnais est montée au front, plume dans une main et courage dans l'autre, pour défendre l'appel à voter Macron et contribuer à sauver la démocratie française, prétendument menacée par la présence de Le Pen fille au second tour. À ce titre, qu'ils le veuillent ou non, qu'ils s'en défendent ou non, nos valeureux antifascistes de papier se sont inscrits dans le cadre du front républicain, au sein duquel les appareils à la tête des organisations issus du mouvement ouvrier, partis et syndicats, ont tenu une place centrale. En défense de l'ordre bourgeois, Filoche et compagnie se sont de fait alignés sur le PS, le PCF et les appareils syndicaux, pour lesquels ils ont objectivement joué un rôle de flanc-garde sur la gauche. Contre les différents opposants refusant de se soumettre au front républicain : lycéens, militants syndicaux, mouvements se réclamant de « l'antifascisme », ils ont usé de méthodes héritées du stalinisme, en se prévalant frauduleusement de la caution des écrits de Trotsky sur l'Allemagne des années 30, laissant ainsi entendre que ce dernier aurait fait le même choix qu'eux. À les en croire, Trotsky, le président du soviet de Petrograd en 1905, le théoricien de la Révolution permanente et fondateur de la IV^e Internationale aurait donc voté pour le banquier Macron. On a atteint là une forme de sommet dans la falsification. Trotsky prônant le vote Macron, et pourquoi pas Lénine en soutien de

Fillon ? Le Vieux a dû se retourner dans sa tombe.

Faire voter les morts a longtemps été une spécialité du couple Xavière et Jean Tibéry, manifestement ceux-ci ont fait des émules dans certains milieux de gauche. Il est donc nécessaire de rétablir la vérité et de réhabiliter l'honneur de Trotsky enrôlé à son corps défendant dans les eaux fangeuses du front républicain. La nécessité en est d'autant plus grande que l'offensive des falsificateurs contre Trotsky porte sur une question politique fondamentale, celle du front unique, et donc de l'indépendance de classe du prolétariat et de ses organisations contre la bourgeoisie. Libre à Filoche, Chesnais et leurs acolytes de capituler en rase campagne et de se vautrer dans le front républicain, mais ils n'avaient pas le droit de le faire en invoquant une fidélité au combat de Trotsky. C'est tout à la fois inacceptable et honteux.

L'analogie que font les faussaires entre l'appel à voter Macron et les positions défendues par Trotsky à propos de la situation en Allemagne dans les années 30 repose sur la démonstration suivante : Trotsky a prôné des alliances avec les partis bourgeois dans la lutte contre le fascisme or, la montée du FN et la présence de Le Pen au second tour correspond à une montée du fascisme en France, donc Trotsky aurait appelé à voter Macron, CQFD. L'hypothèse selon laquelle Trotsky aurait voté Macron repose donc à la fois sur une falsification honteuse de ses écrits et sur une incompréhension totale de la situation actuelle en France qui n'a rien à voir avec celle de l'Allemagne dans les années 30.

Un recyclage des calomnies stalinienne contre Trotsky

Pour démonter pièce par pièce ce parfait exercice de faussaire, il faut reprendre les faits. Chronologiquement, la première charge contre Trotsky a été lancée simultanément le 26 avril par Gérard Filoche¹ et Michel Broué² sur leur blog respectif. Une deuxième salve a été tirée début mai par Edwy Plenel³ et José Chatroussat⁴ (site Culture & Révolution) et Jean Birnbaum dans une tribune du journal *Le Monde* du 3 mai. Le bouquet final de ce véritable feu d'artifice a été assuré par François Chesnais, le 5 mai, dans un article intitulé : « *Écraser Le Pen électoralement dimanche signifie voter Macron et non pas*

voter blanc ou s'abstenir. ».⁵

C'est donc Filoche qui, sans le nommer, a lancé la mode des citations de Trotsky pour justifier l'appel au vote Macron le 26 avril : « *Pour le 2nd tour, du 7 mai désarmons d'abord en votant contre Le Pen. Macron veut nous empoisonner, Le Pen appuie un revolver contre notre tempe. Si l'un de mes ennemis m'empoisonne et que l'autre veut me tirer un coup de revolver, je tente d'abord d'arracher le revolver des mains de mon deuxième ennemi, ce qui me laissera une possibilité d'en finir avec le premier. Cela ne signifie pas que le poison est un « moindre mal » en comparaison du revolver.* »

Ce texte est en réalité un plagiat pur et simple de Trotsky. Ce dernier, dans ses écrits sur l'Allemagne dans les années 30, compare effectivement Brüning (qui serait Macron) au « poison » et Hitler (qui serait donc Le Pen) au « revolver ». Trotsky dit : il faut d'abord se débarrasser du « revolver ». Filoche conclut frauduleusement : il faut

¹ <http://www.filoche.net/2017/04/26/unite-rouge-rose-verte-dabord-pour-battre-le-pen-puis-combattre-macron-et-ses-futures-lois-sclerates-contre-le-code-du-travail-et-la-protection-sociale/>

² <https://blogs.mediapart.fr/michel-broue/blog/260417/nos-amis-de-gauche-qui-deviennent-fous-2>

³ https://www.mediapart.fr/journal/france/010517/dire-non-au-desastre?page_article=2

⁴ http://culture.revolution.free.fr/lettres/Lettre_175_02-05-2017.html

⁵ <http://www.rezocitoyen.org/Second-tour-Ecraser-Le-Pen-electoralement-dimanche-signifie-voter-Macron-et-non-pas-voter-blanc-ou-s-abstenir.html>

voter pour « le poison ». Pour rétablir la vérité, il convient de citer le texte original de Trotsky :

« La social-démocratie soutient Brüning, vote pour lui, assume la responsabilité de sa politique devant les masses, en se fondant sur l'affirmation que le gouvernement Brüning est un " moindre mal ". C'est ce point de vue que le Rote Fahne essaie de m'attribuer, sous prétexte que j'ai protesté contre la participation stupide et honteuse des communistes au référendum d'Hitler. Mais est-ce que l'opposition de gauche allemande, et moi en particulier, avons demandé que les communistes votent pour Brüning et lui apportent leur soutien ? Nous, marxistes, considérons Brüning et Hitler ainsi que Braun comme les représentants d'un seul et même système. La question de savoir qui d'entre eux est un " moindre mal " est dépourvue de sens, car leur système, contre lequel nous nous battons, a besoin de tous ses éléments. Mais aujourd'hui, ces éléments sont en conflit, et le parti du prolétariat doit absolument utiliser ce conflit dans l'intérêt de la révolution.

Dans une gamme il y a sept notes. Se demander quelle note est la " meilleure ", do, ré ou sol, n'a pas de sens. Cependant, le musicien doit savoir quand et sur quelle touche frapper. Se demander abstraitement qui, de Brüning ou Hitler est le moindre mal est tout aussi dépourvu de sens. Mais il faut savoir sur laquelle de ces touches frapper. C'est clair ? Pour ceux qui ne comprennent pas, prenons encore un exemple. Si l'un de mes ennemis m'empoisonne chaque jour avec de faibles doses de poison, et qu'un autre veut me tirer un coup de feu par derrière, j'arracherais d'abord le revolver des mains de mon deuxième ennemi, ce qui me donnera la possibilité d'en finir avec le premier. Mais cela ne signifie pas que le poison est un " moindre mal " en comparaison du revolver. » (« En quoi la politique du parti communiste allemand est-elle erronée ? », 1931)

On y lit donc que la social-démocratie a appelé à voter Brüning, candidature bourgeoise « au nom du moindre mal ». Mais on y lit surtout que Trotsky se défend explicitement des calomnies des staliniens l'accusant d'avoir préconisé le vote Brüning ! Honte à Filoche de recycler un siècle plus tard les calomnies staliniennes contre Trotsky dans le but de masquer sa propre

capitulation devant le front républicain avec la caution de ce grand révolutionnaire. Le procédé est minable. Oui, Trotsky a bien écrit et défendu qu'il faut « arracher le revolver » des mains d'Hitler, non par le vote Brüning comme l'ont fait croire les staliniens et à leur suite Filoche, mais par le front unique SPD (parti social-démocrate allemand)-KPD (parti communiste allemand)-ADGB (Confédération générale des syndicats allemands), la constitution d'organes d'autodéfense ouvrière pour liquider les bandes fascistes. Mené sur cette orientation, le combat contre les fascistes aurait permis dans le même temps de diminuer l'influence de la social-démocratie au sein du prolétariat allemand, dont la persistance, en dépit de la trahison des dirigeants du parti social-démocrate allemand (SPD), était précisément le produit du combat des staliniens contre le front unique dans la lutte contre le fascisme. C'est ce qu'explique très clairement Trotsky dans la suite du texte dont Filoche a plagié sans vergogne un passage :

« Maintenant, il faut se retourner contre le fascisme en formant un seul front. Et ce front de lutte directe contre le fascisme, commun à tout le prolétariat, il faut l'utiliser pour une attaque de flanc, mais d'autant plus efficace contre la social-démocratie.

Il faut montrer dans les faits le plus grand empressement à conclure avec les sociaux-démocrates un bloc contre les fascistes partout où ils sont prêts à adhérer à ce bloc. Quand on dit aux ouvriers sociaux-démocrates : « Abandonnez vos chefs et rejoignez notre front unique en dehors de tout parti », on ne fait qu'ajouter une phrase creuse à des milliers d'autres. Il faut savoir détacher les ouvriers de leurs chefs dans l'action. Et l'action maintenant, c'est la lutte contre le fascisme (...) La majorité écrasante des ouvriers sociaux-démocrates veut se battre contre les fascistes mais, pour le moment encore, uniquement avec son organisation. Il est impossible de sauter cette étape. Nous devons aider les ouvriers sociaux-démocrates à vérifier dans les faits - dans une situation nouvelle et exceptionnelle -, ce que valent leurs organisations et leurs chefs, quand il s'agit de la vie ou de la mort de la classe ouvrière. » (« En quoi la politique du parti communiste allemand est-elle erronée ? », 1931).

Le front unique transformé en son exact contraire : un cadre d'alliance possible avec des partis bourgeois

C'est dans le cadre de cette politique de front unique ouvrier, classe contre classe, que doit être replacée la fameuse citation de Trotsky à propos des accords possibles avec « le diable et sa grand-mère » utilisée par Broué, Birnbaum, Plenel et Chesnais. Ce dernier la cite sous la forme suivante: « Je ne suis pas particulièrement satisfait que ce soit quelqu'un d'autre qu'un militant trotskyste pour porter à l'attention d'un large public l'un des fils conducteurs des textes de Trotski des années 1930, à savoir que "dans la lutte contre le fascisme nous sommes prêts à passer des accords avec le diable, avec sa grand-mère" » De cette phrase, ils tirent tous la conclusion que pour faire barrage au FN, Trotsky aurait voté pour le "diable", incarné par Macron. Pour dîner avec le diable, il faut paraître une longue cuillère. Or, dans le cas présent, pour les faussaires, cette longue cuillère, c'est Trotsky en

personne, dont ils utilisent frauduleusement les écrits pour justifier leur pacte avec le « diable » Macron.

Mais l'un des falsificateurs ne s'arrête pas là, il pousse le bouchon encore plus loin. En effet, Jean Birnbaum dans une tribune du Monde écrit: « Au soir du récent premier tour, sa façon de renvoyer dos à dos Marine Le Pen et Emmanuel Macron a paru d'autant plus emblématique que Mélenchon est un militant à la mémoire longue, formé à l'école d'un courant où l'antifascisme représente un repère identitaire : le trotskysme. Pour en prendre la mesure, il faut rappeler quelques éléments historiques. Tout part du traumatisme fondateur : la victoire d'Hitler en 1933 et la « défaite sans combat » du mouvement ouvrier allemand, le plus puissant et le plus cultivé d'Europe. De génération en génération, les trotskistes ont appris que le principal responsable de cette catastrophe

était le parti communiste allemand (KPD) aux ordres de Staline. Dans la période qui précéda l'avènement du nazisme, en effet, le KPD refusa obstinément de faire alliance avec les socialistes pour faire barrage à Hitler. Au contraire, ses chefs désignèrent les sociaux-démocrates leurs ennemis prioritaires, allant jusqu'à les qualifier de « sociaux-fascistes » (...) Pour Léon Trotsky, cette position suicidaire constituait « une trahison d'une ampleur historique » au moins équivalente à celle de la social-démocratie le 4 août 1914, lorsque les socialistes votèrent les crédits de guerre. Depuis l'île de Prinkipo où il était exilé, l'ancien chef de l'Armée Rouge mena la bataille contre ce 4 août du stalinisme. Il appela l'ensemble des militants ouvriers, communistes, socialistes ou sans parti, à constituer un « front unique » contre le nazisme. (...) La fin du « front unique » antifasciste marque l'enterrement de cette sensibilité antitotalitaire. Simultanément, elle signe la victoire posthume d'un certain esprit stalinien. » (Le Monde, 03/05/2017).

La charge au vitriol contre Mélenchon – au demeurant fort injuste compte tenu de la position réelle du tribun de La France insoumise entre les deux tours qui a de fait appelé à voter Macron (cf. supplément CPS 64) – se double d'une offensive non moins violente contre les trotskystes aujourd'hui, accusés de commettre le même péché mortel que les staliniens dans les années 30. Birnbaum fait du refus d'appeler à voter Macron, et donc du combat pour le front unique ouvrier sur la ligne, « pas une voix pour Macron, pas une voix pour Le Pen », une resucée du « social-fascisme ». Il s'agit en l'espèce d'une monstruosité commise envers la réalité historique puisqu'au contraire, le front unique ouvrier a constamment été mis en avant par Trotsky pour contrer et briser le « social-fascisme » défendu par les staliniens.

Pour rétablir la vérité, il faut procéder comme pour la première citation sur le « revolver » et le « poison » et partir de la citation exacte de Trotsky tirée d'un texte de 1932, intitulé: « La seule voie » :

« Aucune plate-forme commune avec la social-démocratie ou les dirigeants des syndicats allemands, aucune publication, aucun drapeau, aucune affiche commune ! Marcher séparément, frapper ensemble ! Se mettre d'accord uniquement sur la manière de frapper, sur qui et quand frapper ! On peut se mettre d'accord sur ce point avec le diable, sa grand-mère et même avec Noske et Grzesinski. A la seule condition de ne pas se lier les mains. » [Nous soulignons, ndlr]

Quand on compare la citation originale avec celle reproduite par les faussaires, on s'aperçoit qu'ils ont fait subir à la phrase de Trotsky un triple lifting. Lifting n'est sans doute pas le terme exact ; en l'espèce, nos imposteurs font plutôt dans la chirurgie lourde, limite boucherie.

Première falsification : la citation est amputée du passage suivant: « et même avec Noske et Grzesinski ». Or ce passage est capital. Grzesinski était le chef social-démocrate de la police de Berlin du gouvernement social-démocrate de Prusse, dissous par von Papen le 20 juillet 1932. Quant à Noske, il était également membre du parti social-démocrate allemand, il fut ministre de la Défense entre 1919 et 1920. Il est resté célèbre dans l'histoire pour avoir été l'un des bouchers de la révolution allemande et

fait assassiner Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. Aussi traîtres soient-ils, Noske et Grzesinski étaient des sociaux-démocrates, ce qui donne à la phrase de Trotsky une tout autre signification que celle donnée par les imposteurs: ce que défend Trotsky évoquant des alliances possibles avec le "diable et sa grand-mère", c'est une politique de front unique ouvrier contre le fascisme et non une quelconque alliance avec des politiciens appartenant à des partis bourgeois, ce qui est le cas, jusqu'à preuve du contraire du banquier Macron.

Deuxième falsification : les truqueurs de Trotsky amputent l'expression front unique ouvrier de l'adjectif « ouvrier » ce qui permet de transformer la stratégie du front unique en une alliance de partis sans rivage à droite. Un tel tour de passe-passe serait bien entendu impossible avec l'expression complète front unique ouvrier qui dans les termes mêmes est antagonique avec la défense du vote pour le banquier Macron. La ficelle est tellement grosse que Vincent Prémey, lui-même auteur d'un texte en défense du front républicain⁶, a quelque scrupule à trop tirer dessus. Dans un message dont l'un des destinataires était François Chesnais en réponse à son texte, il met en garde sur le point suivant: « Quelques mots supplémentaires sur un point précis qui pèse sans doute très lourd dans la position de certains camarades : le principe qui voudrait qu'en aucun cas on ne vote pour un candidat bourgeois. De ce point de vue, la référence fréquente à Trotsky en 1931 et l'alliance avec le diable n'est pas adéquate, car Trotsky n'a pas envisagé en Allemagne de voter pour quelque candidat bourgeois que ce soit face au nazisme, mais préconisé le front unique KPD/SPD. Ne surinterprétons donc pas cette référence ». En clair, Prémey conseille d'y aller mollo sur la référence à Trotsky au risque que la supercherie finisse par se voir. Il est très significatif que Prémey dévoile le pot aux roses mais que par la suite François Chesnais n'ait en rien modifié son texte. Que des journalistes bourgeois ne s'embarrassent pas de détails quand il d'agit de se référer à Trotsky et d'évoquer son orientation politique, qu'ils fassent même preuve d'une ignorance crasse en la matière est dans l'ordre des choses : cela correspond à leur fonction au sein de la société capitaliste. Mais que Filoche, Plenel et Chesnais, tous trois s'étant réclamés du trotskysme, se livrent eux aussi à un tel exercice correspond à une tromperie volontaire, faite en parfaite connaissance de cause, et participant donc d'un combat conscient mené contre le trotskysme et le front unique ouvrier.

Ce combat constitue un obstacle au combat du prolétariat et de la jeunesse contre la bourgeoisie et les gouvernements à son service dans la mesure où toute lutte de classe d'envergure pose la question du pouvoir. Or, l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations défendue par les trotskystes a précisément pour objectif de rendre possible le combat politique de la classe ouvrière pour s'ouvrir une perspective gouvernementale face à la bourgeoisie et ses partis. Tel était le sens de la résolution sur la tactique de l'Internationale communiste qui dans son

⁶ <https://aplutsoc.wordpress.com/2017/05/04/tout-reste-possible/>

IV^e congrès précisait: « *Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier est la conséquence inévitable de toute la tactique du front unique* ». C'est contre une telle perspective que se dressent ralliement au front républicain et combat contre le front unique ouvrier qui sont en réalité les deux faces d'une seule et même orientation aboutissant à empêcher le prolétariat d'exister comme classe pour soi sur le terrain politique. En cela, une telle orientation complète et

aggrave la prise en charge constante durant le quinquennat Hollande des intérêts de la bourgeoisie par les dirigeants du PS et du PCF et les appareils syndicaux, dont la collaboration politique sans faille à la survie du régime capitaliste en crise, en désarmant et en déboussolant les travailleurs, a conduit à éjecter de l'élection présidentielle le prolétariat, placé de fait dans l'incapacité d'émettre un vote de classe au second tour.

Une falsification du combat défendu par Trotsky et l'Opposition de gauche contre le fascisme

Troisième et dernière falsification: à l'exception de Birnbaum, tous les falsificateurs sortent la citation de Trotsky sur « *le diable et sa grand-mère* » de son contexte politique. Or, cette citation ne peut être comprise en dehors du combat acharné mené par Trotsky contre la théorie du « *social-fascisme* » impulsée depuis Moscou par la bureaucratie stalinienne. L'Allemagne des années 1930-1933 en a été le tragique champ d'expérimentation. Le « *social-fascisme* » consistait à mettre sur le même plan fascisme et social-démocratie, qualifiée par Staline lui-même « *d'aile modérée du fascisme* ». Cette théorie a servi en réalité de couverture aux intérêts particuliers du Kremlin. Une victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne aurait en effet donné en URSS même une puissante impulsion à la révolution politique donc à l'expulsion de la bureaucratie stalinienne. Il fallait donc pour Staline s'opposer à une cette perspective, quitte pour cela à livrer pieds et poings liés le prolétariat allemand à Hitler. En application de la théorie du « *social-fascisme* », les dirigeants du parti communiste allemand (KPD) ont fait du combat contre la social-démocratie le combat prioritaire du prolétariat allemand pour être en mesure d'engager par la suite celui contre le fascisme dans de meilleures conditions politiques. Combinée au crétinisme parlementaire du parti social-démocrate allemand (SPD) et à son soutien à la bourgeoisie, cette politique d'obstruction systématique au front unique ouvrier a tout à la fois divisé, désarmé et paralysé le prolétariat allemand, ouvrant ainsi en grand la voie à l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

Contrairement aux calomnies staliniennes recyclées aujourd'hui par les falsificateurs, Trotsky n'a jamais défendu la social-démocratie dans son soutien aux différents gouvernements bourgeois, mais il a en revanche pilonné sans relâche la caractérisation stalinienne de la social-démocratie comme social-fasciste: « *La théorie du « social-fascisme » reproduit l'erreur fondamentale des lassalliens sur des bases historiques nouvelles. En collant aux nationaux-socialistes et aux sociaux-démocrates la même étiquette fasciste, la bureaucratie stalinienne est entraînée dans des actions comme le soutien au référendum d'Hitler: cela ne vaut pas mieux que les combinaisons des lassalliens avec Bismarck.* » (Préface à la révolution allemande et la bureaucratie stalinienne, 1932). Trotsky a constamment opposé au « *social-fascisme* » le combat pour le front unique ouvrier, dont il tire jusqu'au bout toutes les implications: « *marcher séparément, frapper ensemble* », y compris, le cas échéant, aux côtés des bouchers de la révolution allemande. Dans le passage sur « *le diable et sa grand-mère* », un lecteur averti et honnête constate sans peine que Trotsky accentue volontairement le trait en défendant des accords pratiques

avec Grzesinski et Noske. Il faut en effet comprendre cette phrase comme un piège tendu aux staliniens dans une situation de vie ou de mort pour le prolétariat allemand, comme une façon de mettre les staliniens en face de leurs contradictions afin de les démasquer aux yeux des masses et de mieux faire ressortir le caractère criminel de leur orientation politique axé sur le poison du « *social-fascisme* »:

« *L'année passée, j'écrivais que dans la lutte contre le fascisme, les communistes devaient être prêts à conclure un accord pratique non seulement avec le diable et sa grand-mère mais aussi avec Grzesinski. Cette phrase fit le tour de la presse stalinienne mondiale: pouvait-on trouver une meilleure preuve du « social-fascisme » de l'opposition de gauche? Certains camarades m'avaient prévenu: « Ils se saisiront de cette phrase. » Je leur répondis: « Cette phrase est écrite précisément pour qu'ils s'en saisissent. Qu'ils saisissent un fer rouge et s'y brûlent les doigts! Il faut donner des leçons aux imbéciles. » Le cours de la lutte amena Von Papen à faire connaître la prison à Grzesinski. Est-ce que cet épisode cadrerait avec la théorie du social-fascisme et les prévisions de la bureaucratie stalinienne? Non, il était en totale contradiction avec elles. Par contre, notre appréciation de la situation admettait tout à fait une telle éventualité et lui attribuait une place déterminée. (...)*

Si le Parti communiste avait déclaré ouvertement, ne serait-ce qu'il y a un an: nous sommes prêts à lutter contre les bandits fascistes, même avec Grzesinski; si de cette formule il avait fait un mot d'ordre de lutte s'il l'avait développée dans ses discours et ses articles et l'avait fait pénétrer profondément dans les masses, Grzesinski n'aurait pas pu en juillet justifier sa capitulation devant les ouvriers en se référant au sabotage du Parti communiste. Il lui aurait fallu soit s'engager encore plus dans la lutte, soit se compromettre définitivement aux yeux de ses propres ouvriers. N'est-ce pas clair?» (« La seule voie », 1932)

Dans sa démonstration, Trotsky mentionne qu'« *il faut donner des leçons aux imbéciles* ». Quatre-vingt-cinq ans plus tard, les rôles se sont inversés! Ce sont les « *imbéciles* » qui prétendent donner des leçons aux trotskystes, falsifiant pour cela honteusement les écrits de Trotsky. Par la triple falsification qu'ils ont fait subir à la citation de Trotsky sur « *le diable et sa grand-mère* », les faussaires lui font dire l'inverse de ce que voulait signifier Trotsky. D'une charge violente contre le « *social-fascisme* » pour mieux faire ressortir la nécessité absolue d'une politique de front unique ouvrier, et du combat classe contre classe, ils l'ont transformée en son contraire: une défense d'un front républicain avec la bourgeoisie,

érigé en rempart contre le fascisme, soit l'exacte inverse du combat contre le fascisme développé par Trotsky en conclusion de « *La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne* » (1932) :

« **CLASSE CONTRE CLASSE** : *Que faut-il au Parti communiste? Le retour à l'école stratégique des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. Abandon de l'ultimatum à l'égard des organisations ouvrières de masse : la direction communiste ne saurait être imposée, elle ne peut être que gagnée.*

Abandon de la théorie du social-fascisme, qui aide la social-démocratie et le fascisme.

Exploitation conséquente de l'antagonisme entre la social-démocratie et le fascisme :

a) *pour une lutte plus effective contre le fascisme ;*

b) *pour opposer les ouvriers sociaux-démocrates à leur direction réformiste.*

Ce sont les intérêts vitaux de la démocratie prolétarienne, et non les principes de la démocratie formelle, qui doivent

servir de critères pour apprécier les changements de régimes politiques de la domination de la bourgeoisie.

Aucun soutien ni direct ni indirect au régime de Brüning !

Défense hardie et dévouée des organisations du prolétariat contre les fascistes.

« **Classe contre classe !** » *Cela signifie que toutes les organisations du prolétariat doivent occuper leur place dans le front unique contre la bourgeoisie.*

Le programme pratique du front unique doit être défini par un accord entre les organisations devant les masses.

Chaque organisation demeure sous son drapeau et conserve sa direction. Dans l'action, chaque organisation respecte la discipline du front unique.

« **Classe contre classe !** » *Il faut mener une campagne d'agitation inlassable pour que les organisations sociales-démocrates et les syndicats réformistes rompent avec leurs perfides alliés bourgeois du « front de fer » et serrent les rangs avec les organisations communistes et toutes les autres organisations du prolétariat. »*

Quelle est la véritable nature du FN, comment le combattre et quel est le sens du combat pour le front unique ouvrier ?

Cette entreprise de falsification des écrits de Trotsky et du sens fondamental de son combat contre le fascisme méritait à elle seule que l'on y revienne pour défendre l'honneur de celui-ci et de son combat inlassable contre la montée du fascisme et la capitulation du Parti communiste allemand. Mais on ne peut s'arrêter là. En détournant les écrits d'un des plus ardents combattants contre le fascisme dans les années 30, il s'agit d'abord et avant tout de soutenir le front républicain bourgeois, en défense du vote Macron contre Le Pen, et surtout en défense de l'état bourgeois « 100% républicain », même si nos falsificateurs s'en défendent. Et pour justifier de se vautrer dans ce front républicain sans rivage à droite, il s'agit également de créer beaucoup de confusion sur la nature réelle du FN, sur sa base politique et matérielle.

Il nous faut donc nous demander si le FN est un parti de nature fasciste ou s'il présente a minima des « traits fascistes » comme l'écrit Chesnais, ce qui d'ailleurs n'est

pas tout à fait la même chose. Car l'invocation de Trotsky et de ses écrits des années 30 dans le cadre du combat contre le fascisme en Allemagne, en défense du front républicain, perd tout son sens en l'absence d'un tel diagnostic aux lourdes conséquences. Au demeurant, une fois établie la nature spécifique du FN, on verra combien le véritable combat pratique et immédiat contre celui-ci, contre ses idées et contre les menaces dont il serait porteur est antagonique avec le front républicain et le vote Macron. S'il existe bien un combat spécifique à mener contre le FN en tant que tel, pour lui interdire la rue et la tenue de ses meetings et réunions, combattre aujourd'hui les prolégomènes du fascisme repose d'abord et avant tout sur le combat contre la montée des tendances autoritaires et répressives de l'état bourgeois, tendances que cristallisent aujourd'hui la question de l'état d'urgence et de la marche à l'État policier.

Qu'est-ce que le fascisme ? Quelques rappels

Précisons toutefois d'emblée qu'il ne nous sera pas possible dans cet article de caractériser longuement et précisément la nature du FN ; ce sera l'objet d'un travail ultérieur que présentera CPS, et nous nous limiterons ici à quelques rappels et constatations qui écartent toutefois rapidement l'idée que le FN est un parti fasciste.

Dire du FN qu'il est un parti fasciste signifierait a minima plusieurs choses. Une telle caractérisation impliquerait que le FN est un parti qui combat plus ou moins ouvertement pour le renversement du parlementarisme bourgeois, qu'il fait campagne sur ce terrain pour « *en finir avec un régime faible, éloigner la menace communiste, supprimer les syndicats et permettre à chaque patron d'être un Führer dans son entreprise* » comme l'écrit très justement Éric Vuillard dans son dernier roman *L'ordre du jour*. Cette agitation antiparlementaire devrait s'accompagner par des manifestations concrètes sous la forme de véritables

milices, vertébrées par le FN, militairement organisées, disposant de puissants relais au sein de l'appareil de répression - police et justice - destinées à affronter et tenter d'écraser physiquement le mouvement ouvrier et à faire régner la terreur. Enfin et surtout, il faudrait que le FN constitue un recours politique pour la bourgeoisie et le grand capital, que celle-ci considère sérieusement, au regard de conditions économiques et politiques toujours plus chaotiques, la nécessité de soutenir, pousser, financer ce parti en vue de son accession au pouvoir. En définitive, c'est Trotsky qui donne le mieux l'essence de ce qu'est le fascisme :

« *Le régime fasciste voit son tour arriver lorsque les moyens "normaux", militaires et policiers de la dictature bourgeoise, avec leur couverture parlementaire, ne suffisent pas pour maintenir la société en équilibre. À travers les agents du fascisme, le capital met en*

mouvement les masses de la petite bourgeoisie enragée, les bandes des lumpen-prolétaires déclassés et démoralisés, tous ces innombrables êtres humains que le capital financier a lui-même plongés dans la rage et le désespoir. La bourgeoisie exige du fascisme un travail achevé : puisqu'elle a admis les méthodes de la guerre civile, elle veut avoir le calme pour de longues années. Et les agents du fascisme utilisant la petite bourgeoisie comme bélier et détruisant tous les obstacles sur leur chemin, mèneront leur travail à bonne fin. La victoire du fascisme aboutit à ce que le capital financier saisit directement dans ses tenailles d'acier tous les organes et institutions de domination, de direction et d'éducation : l'appareil d'État avec l'armée, les municipalités, les universités, les écoles, la presse, les organisations syndicales, les coopératives. La fascisation de l'État n'implique pas seulement la "mussolinisation" des formes et des méthodes de gouvernement - dans ce domaine les changements jouent en fin de compte un rôle secondaire - mais avant tout et surtout, l'écrasement des organisations

ouvrières : il faut réduire le prolétariat à un état d'apathie complète et créer un réseau d'institutions pénétrant profondément dans les masses, pour faire obstacle à toute cristallisation indépendante du prolétariat. C'est précisément en cela que réside l'essence du régime fasciste. » (La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne; Démocratie et fascisme, 1932).

On mesure bien que le surgissement de mouvements fascistes procède d'abord d'une situation de crise intense des rapports capitalistes et de la société bourgeoise, crise durable qui accentue considérablement les contradictions propres au capitalisme parvenu à son stade impérialiste. La dislocation du cadre normal d'exploitation qui en résulte, le rejet dans le dénuement le plus extrême de millions de prolétaires et de couches intermédiaires forge la base sociale sur laquelle s'appuient ces mouvements fascistes en même temps que la crise qui traverse la bourgeoisie leur fournit le soutien décisif de franges du grand capital décidées à en recourir à tous les moyens pour poursuivre et accentuer l'exploitation capitaliste.

Le FN peut-il être caractérisé comme un parti fasciste ou fascisant ?

Selon tous ces aspects, et d'abord et avant tout en raison des circonstances historiques très différentes de celles des années 30 qui caractérisent notre période, le FN n'est pas un parti fasciste comme le furent le parti nazi ou le Parti national fasciste, et il est encore très loin de le devenir ! Aujourd'hui, le FN se fond totalement dans le moule des institutions de la V^e République et de son bonapartisme bâtard, et il ne remet aucunement en cause le rôle et les pouvoirs du Parlement en place, même à demi-mot (à l'inverse par exemple de situations comme celles de la manifestation du 6 février 1934 ou des journées entourant la tentative de putsch des généraux pendant la guerre d'Algérie). Au contraire, il clame partout son respect des institutions de la V^e République et il entend d'abord utiliser les pouvoirs et dispositions les plus bonapartistes (mais « républicains ») que lui confère celle-ci, dispositions qui ont toutes été considérablement renforcées ces dernières années, pour porter des attaques plus ambitieuses et plus frontales contre les jeunes, les travailleurs et les immigrés !

Une illustration de la nature du FN est que, suite au second tour de l'élection présidentielle, le FN connaît les débuts d'une crise entre différentes fractions. L'affrontement le plus important se déroule entre une première fraction qui semble se structurer autour de Marion Maréchal-Le Pen et désire en finir avec les revendications de sortie de l'UE et de l'Euro, revendications qui agissent aujourd'hui comme un obstacle pour nouer des accords avec les composantes les plus réactionnaires issues de LR, et une seconde, incarnée par Philippot, qui refuse aujourd'hui l'abandon de ces revendications. Marine Le Pen louvoie entre ces deux orientations tandis que Jean-Marie Le Pen, soutenu

par de nombreux cadres du FN, a pris l'initiative de présenter 150 à 200 candidats au nom d'une Union des patriotes, dont la ligne vise davantage à jeter les bases d'un véritable parti fasciste.

Ensuite, il n'existe pas aujourd'hui de milices fascistes comme il en existait dans les années 30 en Italie et en Allemagne et même, toute proportion gardée, dans les années 60 en France. Les petits groupes de nervis d'extrême droite prêts à donner le coup de poing, les assassins de Clément Méric, ne représentent aucune force organisée de masse. Enfin, pour de nombreuses raisons, mais d'abord à cause de sa position sur l'Euro et l'UE profondément incompatible avec les intérêts du grand capital français, le FN n'est aucunement vu comme un recours par la bourgeoisie (tout au contraire de Macron sur ce plan, malgré ses faiblesses politiques). Pour preuve, son incapacité chronique à financer ses campagnes électorales, ce qui le pousse à contracter des emprunts auprès de banques russes et à verser dans des magouilles que le RPR et l'UMP n'auraient pas reniées.

En substance, le FN n'est pas un parti fasciste ou à même de le devenir dans un proche intervalle de temps parce que tout à la fois la situation du capitalisme français en crise et les rapports entre les classes ne nécessitent pas (encore) d'en arriver à de telles extrémités ; ni le cadre verrouillé d'une V^e République pourtant de plus en plus en crise, ni l'activité des masses n'imposent aujourd'hui à la bourgeoisie d'en recourir à l'écrasement physique du mouvement ouvrier. Cela ne signifie toutefois aucunement que ce ne puisse être le cas à mesure que la crise va s'approfondir. Mais ce n'est pas encore le cas, loin s'en faut.

Quelle est donc la nature du FN ?

Pour autant, le FN conserve en tant que parti des caractéristiques qui lui sont particulières. Il puise ses origines dans un assemblage hétéroclite de tout ce qu'il y avait de plus réactionnaire comme formations politiques d'extrême droite, structuré autour d'Ordre nouveau dans les années 1970, lui-même issu des groupuscules Occident et GUD, dont certains dirigeants tels Longuet, Devedjian, Madelin se sont totalement intégrés à l'UMP puis à LR. Depuis le milieu des années 1980 qui ont consacré son implantation sur le terrain électoral, ce parti a développé une rhétorique nauséabonde, d'abord sur fond d'antisémitisme et de négationnisme, avant de déverser son torrent de haine contre les populations immigrées.

Comme l'indique CPS n°91 du 11/10/2002, « *le courant politique qui se reconstitue autour du FN et de Le Pen a des racines historiques dans une fraction de la vieille bourgeoisie française ultraréactionnaire. Celle, qui, issue et liée à la vieille aristocratie et à l'église, plonge ses racines lointaines dans la contre-révolution pour abattre par la première République, le camp des Vendéens, les partisans de la restauration monarchique après la Commune de Paris, le camp des antidreyfusards et celui de l'extrême droite française dans les années vingt et trente, le camp de la collaboration de Pétain avec le régime nazi* ».

Il est utile de rappeler que la figure historique du FN, son actuel président d'honneur, a eu un début de carrière qui n'est pas anecdotique. Sous-officier engagé en Algérie – après l'avoir été en Indochine (appellation de l'époque) – il a fait partie de la fraction de l'appareil d'État la plus acharnée à maintenir ce pays sous oppression française et à réprimer le combat pour l'indépendance du peuple algérien : il est avéré que sous ses ordres, une patrouille a torturé à mort un militant algérien, en mars 1957. Ce n'est pas un hasard si le socle électoral historique dont bénéficie

le FN se situe dans le Sud méditerranéen, là où se regroupent les survivants et les descendants des « *pièdes-noirs* ». Politiquement, le FN est le représentant d'une petite bourgeoisie constituée d'artisans, de commerçants, de professions libérales ainsi que de couches intermédiaires heurtées de plein fouet par la crise du capitalisme et les tendances propres de l'impérialisme (monopole et dictature du capital financier). De ce point de vue, le FN est effectivement un parti dont le programme demeure violemment réactionnaire, xénophobe, et anti-ouvrier nonobstant les aménagements de façade qui ne dupent personne. Il est porteur d'un nationalisme et d'un patriotisme exacerbés, et il défend inlassablement un retour à l'ordre, aux valeurs morales perdues et à l'autorité. Ce faisant, le FN a toujours été en pointe dans la défense et la mise en avant de toutes les mesures les plus réactionnaires en termes de répressions et de restrictions des libertés démocratiques. À ce titre, il conserve une singularité parmi les partis politiques de la V^e République, et il s'agit de le combattre en tant que tel.

Il convient enfin de constater que le FN a historiquement joué le rôle d'aiguillon pour la bourgeoisie française qui a parfaitement su s'en accommoder. Du point de vue de celle-ci, le FN a précisément toujours eu pour fonction d'avancer et de développer toutes ces idées les plus réactionnaires afin qu'elles pénètrent la conscience des masses et créent un contexte politique favorable, permettant aux gouvernements bourgeois au pouvoir d'aller toujours plus loin sur le terrain de la répression anti-ouvrière et anti-immigrés, et sur celui du recul des libertés démocratiques. Il est cependant aujourd'hui plus qu'un aiguillon : dans bien des domaines, il donne le ton, en premier lieu celui du renforcement de l'État bourgeois, de la répression policière et des attaques contre les libertés démocratiques, mais pas seulement.

Quel est le sens réel du combat pratique contre le FN et comment doit-il se mener ?

Toutefois, dire que le FN est un parti xénophobe, ultraréactionnaire et qu'il porte un projet politique autoritaire et particulièrement agressif envers les immigrés et les libertés démocratiques n'est pas la même chose que de le qualifier de fasciste ou de fascisant. Ces tendances autoritaires et le recours à une politique de plus en plus répressive sont contenus dans les développements mêmes du capitalisme parvenu à son stade impérialiste et des rapports entre les classes que sa crise récurrente engendre. Toutes les formations politiques bourgeoises sont susceptibles à un moment ou un autre, en fonction des événements et de la lutte de classe, de recourir à des méthodes de plus en plus autoritaires et de tendre vers l'État policier, c'est-à-dire au déferlement d'une violence exercée par l'appareil de répression de l'État dressé contre le mouvement ouvrier organisé, les immigrés et les minorités en général, appuyé si nécessaire par des milices fascistes afin de faire régner la terreur. Cela est le propre de toutes les dictatures militaires qui ont jalonné l'histoire de la seconde moitié du XX^e siècle (Grèce, Argentine, Chili, Brésil...). De même, il n'est pas étonnant de constater que la formation politique qui se

rapprocherait le plus d'une formation fasciste en Europe se trouve aujourd'hui en Grèce avec Aube dorée, et que son éclosion politique procède d'abord de l'intensité de la crise économique qui règne en Grèce.

Le combat pratique, réel, contre la montée de ces tendances autoritaires et ce glissement vers l'état policier ultra-répressif ne peut en aucun cas passer par un quelconque appel à voter pour Macron, contre le FN, car ces mêmes tendances autoritaristes et répressives sont contenues *en puissance* dans n'importe quel gouvernement bourgeois qui mène une politique au compte du capital. Car de quoi parle-t-on concrètement lorsqu'on évoque ces tendances autoritaires exacerbées dont le FN, et lui seul, serait porteur : d'une politique de répression, de contrôle systématique, de fichage racial et de harcèlement à l'endroit des jeunes issus de l'immigration ? De la violence policière sans cesse accrue qui se déchaîne aujourd'hui dans ces quartiers mais aussi dans les manifestations, avec le soutien constant des plus hautes autorités ? À ce propos, il est particulièrement significatif que Macron ait choisi comme directeur de cabinet Patrice Strzoda, « Monsieur Flashball » qui s'est illustré en tant

que préfet de Bretagne dans la répression particulièrement violente du mouvement contre la loi travail. Parlons-nous de manifestations de flics cagoulés, de déportations massives de travailleurs étrangers, d'arrestations et de condamnations de militants syndicaux ? Parlons-nous des assassinats et des mutilations de jeunes et de manifestant perpétrées par les forces de l'ordre « républicaines » dans une totale impunité ?

Si c'est de cela dont nous parlons, ce n'est malheureusement pas de menaces et périls abstraits contenus dans le programme du FN, contre lesquels il conviendrait de lutter un dimanche de mai au bureau de vote, mais une réalité concrète, et la combattre signifie pratiquement tout le contraire de l'appel au vote Macron. Combattre la montée des tendances autoritaires et répressives, celles qui s'abattent quotidiennement sur ces

populations que certains de nos falsificateurs nous accusent à demi-mot de négliger, mener la lutte pratique et réelle contre le FN, c'est d'abord combattre contre la mise en œuvre de l'état policier « 100% républicain » qui s'est formidablement accélérée ces deux dernières années. S'il existe bien un corps dans lequel le FN s'implante véritablement, ce sont les flics et les militaires. Le rôle que le FN a pu jouer dans les récentes manifestations de flics le démontre sans fard. La violence croissante des forces de l'ordre, les libertés qu'elles prennent, les pouvoirs considérables qu'elles ont acquis ces dernières années, tout cela est la manifestation concrète, immédiate, de ce dont le FN serait porteur. C'est pourquoi, le combat réel contre le FN est indissociable du combat immédiat contre l'état policier. Il commence même par là !

Le combat pour réaliser le front unique des organisations ouvrières contre la marche accélérée à l'État policier

Le combat effectif contre le FN signifie d'abord combattre inlassablement pour réaliser le front unique des organisations ouvrières contre l'état d'urgence et l'union nationale qui s'est constituée sous couvert de lutte contre le terrorisme (union qui allait du PCF au FN, Le Pen étant reçue par Hollande en tant que leader d'un parti d'opposition !), contre toutes les lois policières (notamment la dernière qui a encore élargi le régime de légitime défense des flics en l'alignant sur celui des gendarmes), pour la libération et l'arrêt des poursuites contre les militants syndicaux réprimés (notamment les militants d'Air France et ceux de Goodyear) ; cela signifie combattre pour la constitution de comités de défense intégrant les services d'ordre des centrales ouvrières dans les manifestations pour faire face à l'acharnement des forces de l'ordre qui s'est encore amplifié lors des manifestations du 1^{er}-Mai. *Combattre pour le socialisme* peut produire maintes démonstrations de son engagement dans tous ces combats. Les faussaires et les donneurs de leçons peuvent-ils en faire autant ?

Pour autant, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de combat contre le FN à mener en tant que tel. La classe ouvrière et le prolétariat ne peuvent pas ne pas s'inquiéter du poids politique croissant que le FN gagne élections après élections. Que signifierait donc un tel combat contre le FN ? Comme l'indiquait *CPS* n°41 du 01/02/1992, « *les déclarations, la main sur le cœur, pour la « défense de la démocratie », les procès pour « injures » ne peuvent absolument rien contre Le Pen et le Front National* ». Le combat pratique contre le FN consisterait d'abord à combattre pour lui interdire la rue, pour empêcher qu'il ne puisse tenir ses meetings, ses réunions et ses manifestations. Des franges non négligeables de la jeunesse aspirent aujourd'hui à mener ce combat, mais pour être efficace, pour qu'il ne demeure pas isolé et à la merci de la répression de l'appareil d'état qui ne manquera pas de défendre le FN dans ces circonstances, celui-ci doit être mené dans le cadre du front unique des organisations ouvrières. Ce combat, ce sont les jeunes et les travailleurs qui devront l'imposer aux directions syndicales qui, elles, s'y opposeront de toutes leurs forces. Le combat contre le FN en tant que tel et le combat contre l'état d'urgence et la

marche à l'État policier sont néanmoins des combats indissociables et complémentaires. Ce n'est pas un hasard si, parmi les rares organisations qui ont refusé de se vautrer dans le front républicain, on retrouve en première ligne des organisations « antifascistes » qui n'ont eu de cesse de combattre pratiquement le FN, la répression et la marche à l'État policier.

Pour finir, il faut indiquer que, ce qui nourrit électoralement le FN depuis des années, c'est d'abord l'impuissance organisée de la classe ouvrière et du prolétariat face aux conséquences du capitalisme parvenu à son stade impérialiste (chômage de masse, inégalités croissantes, remise en cause permanente des acquis, destruction des services publics), conséquences qui ont été décuplées avec les nouveaux développements de la crise depuis 2008.

Cette impuissance procède de plusieurs éléments, mais l'un d'entre eux est fondamental, central : la responsabilité du PS du PCF et des appareils syndicaux, particulièrement depuis 1981. Tous les gouvernements dirigés par le PS – avec au départ la participation du PCF puis avec son soutien – ont mené sans relâche une politique au compte du capitalisme contre les travailleurs et la jeunesse. La violence des attaques anti-ouvrières est allée crescendo au fur et à mesure des besoins du capitalisme français toujours plus déliquescents. De leur côté, les directions syndicales ont systématiquement refusé d'engager le combat contre les gouvernements bourgeois, contre leurs projets, de rompre avec eux et de ne participer d'aucune façon à l'élaboration ou à la mise en œuvre des contre-réformes à travers le dialogue social. Ce refus est appuyé et soutenu par de nombreuses forces « d'extrême gauche » (NPA, LO, POI, POID...) qui évitent soigneusement de mener tout combat sur cette orientation de rupture avec les gouvernements, contre l'orientation des directions traîtres, à l'intérieur même des syndicats.

En accompagnant toutes les contre-réformes des gouvernements depuis des décennies, en cadenassant toutes les aspirations et tentatives de la jeunesse et des travailleurs de se dresser contre les conséquences de la crise du capitalisme et contre les attaques de la bourgeoisie, les vieux appareils traîtres du mouvement

ouvrier ont, conjointement avec leurs supplétifs « d'extrême gauche », accentués le désarroi politique des travailleurs, rejeté loin de l'organisation des franges de la jeunesse, nourri le discours antisyndical et anti-organisation, et ainsi apporté leur pierre au processus de décomposition politique et organisationnel toujours plus significatif du mouvement ouvrier.

Voilà le véritable lit sur lequel prospère le FN aujourd'hui avec son discours prétendument anti-système et ce qui lui permet à présent de capter les voix d'un nombre certain d'ouvriers ! Le meilleur antidote contre le vote FN, c'est le combat contre le capitalisme, le combat contre les contre-réformes bourgeoises, pour la rupture des organisations ouvrières avec tout gouvernement au service du capital financier, le combat pour le gouvernement ouvrier afin d'arracher à l'influence de Le Pen les couches sociales désespérées par la politique au service du capital

financier et jetées dans les bras de Le Pen pour cette raison même.

Ici encore, le Groupe *Combattre pour le socialisme* peut apporter de multiples preuves de son combat incessant sur cette orientation de front unique des organisations ouvrières. Mais qu'en est-il de nos falsificateurs ? Ceux qui aujourd'hui tentent de jeter l'anathème sur les militants qui refusent de se vautrer dans un front républicain sans rivage, au côté de Sarkozy, Fillon et Gattaz, ceux qui nous disent, « *Dimanche on dégage Le Pen, lundi on combat Macron* » peuvent-ils nous présenter leur fait d'armes sur ce terrain ? Quand ont-ils ouvertement combattu contre les directions syndicales traîtres pour qu'elles en finissent avec le mortifère dialogue social et qu'elles engagent le combat sur telle ou telle contre-réforme sur le terrain du front unique ouvrier ?

Conclusion : la nécessité du combat en défense des acquis du trotskysme

Quand bien même la montée du fascisme serait un danger immédiat en France, quand bien même des bandes armées s'en prendraient physiquement aux militants ouvriers et aux organisations du prolétariat, jamais Trotsky n'aurait appelé à voter Macron, ni à rallier le front républicain. Prétendre le contraire relève à la fois du mensonge pur et simple et de la calomnie, mais aussi d'une négation des enseignements de l'histoire. *Combattre Pour le Socialisme* n° 91 précisait à propos du front républicain de 2002 contre le FN :

« Pour justifier le vote Chirac et enserrer le prolétariat et la jeunesse sur la ligne du « Front Républicain », le PS, le PCF, les dirigeants des organisations syndicales ouvrières et enseignantes et la LCR présentent le FN comme un parti fasciste. Tel n'est pas le cas et il convient d'ajouter immédiatement que, même s'il en était ainsi, l'orientation du « Front républicain » ou de la lutte pour la défense de la « Démocratie », ou encore la politique du « front populaire » et ses variantes édulcorées telle celle de la « gauche plurielle », ne permet pas de vaincre le fascisme et d'écraser les partis fascistes. Au contraire, elle désarme et impuissante la classe ouvrière et la jeunesse et les conduit invariablement à la défaite, servant les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie. Le prolétariat l'a appris à ses dépens en subissant des défaites tragiques et sanglantes, par exemple en Allemagne, en Italie et en Espagne dans les années 1920-1930 mais aussi, plus récemment au Chili au début des années 1970. « Il vient encore d'en faire une cruelle expérience en France, bien entendu dans une moindre mesure, avec l'élection triomphale de Chirac, l'élection d'une majorité « bleu CRS » à l'Assemblée Nationale, la constitution du gouvernement Chirac-Raffarin. En 1938, dans le Programme de Transition Léon Trotsky indiquait : "C'est pourquoi la divulgation impitoyable de la théorie et de la pratique du « Front populaire » est la première condition d'une lutte révolutionnaire contre le fascisme". »

Dans la continuité du combat de Trotsky, axé sur la rupture avec la bourgeoisie, le Groupe, dans le contexte de l'entre-deux tours, a opposé au front républicain avec la bourgeoisie le front unique ouvrier sur la ligne : « *pas une*

voix pour Le Pen, pas une voix pour Macron ! ». En jouant les rabatteurs pour le front républicain au compte de la bourgeoisie et des appareils, les falsificateurs de Trotsky ont apporté leur caution à une opération politique visant à offrir au capital financier, dont Macron est l'émanation directe (comme le montre de manière éclatante les révélations sur le financement de sa campagne), des conditions politiques favorables pour lancer une offensive brutale mais « 100% républicaine » contre les intérêts des travailleurs et de la jeunesse. Voilà à quelle impasse mortelle conduit le combat mené ouvertement par les faussaires contre le front unique ouvrier. Qui s'inscrit dans une lutte politique de ce type est inévitablement amené à dévaler une pente réactionnaire.

Face à la falsification de Trotsky, sciemment orchestrée par les renégats du trotskysme à l'occasion de l'élection présidentielle, le Groupe ne pouvait rester sans réaction. En effet, cette campagne d'intoxication s'inscrit dans une offensive beaucoup plus large, menée en relation avec la décomposition accélérée du mouvement ouvrier, et visant à liquider les acquis politiques et théoriques issus du combat pour la IV^e Internationale cristallisant les leçons de toute l'expérience politique du prolétariat. Dans une telle situation, demeure plus que jamais la nécessité du combat pour la défense de ces acquis tel que l'avait formulé CPS n°35 du 07/01/2009 à propos de la liquidation de la LCR : « *Dans l'immédiat, la liquidation de la LCR, abondamment médiatisée, contribue sans conteste à nourrir le désarroi politique des travailleurs, de la jeunesse, à dresser des obstacles à tous niveaux à la reconstruction du mouvement ouvrier sur l'axe de la révolution. Malgré tous les obstacles, ce mouvement s'engagera. S'y préparer, le préparer, exige de défendre la théorie de la révolution prolétarienne mondiale, le marxisme, le trotskysme, contre tous ceux qui veulent les enterrer, pour propager les acquis indispensables à la construction de partis ouvriers révolutionnaires capables de jouer pleinement leur rôle, et dès aujourd'hui organiser autour d'eux. C'est, dans la présente période historique, la tâche que s'est fixée le Groupe et son bulletin Combattre pour le Socialisme* ».

**DÉCLARATION DU GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE,
DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE
(PUBLIÉE ENTRE LES DEUX TOURS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE)**

Après les résultats du 1^{er} tour de l'élection présidentielle, une exigence pour les travailleurs et la jeunesse :

**FRONT UNIQUE DES SYNDICATS OUVRIERS CGT, FO, DE LA FSU, DE
L'UNEF ET DES PARTIS PCF, PS**

**NON AU FRONT REPUBLICAIN : CE SONT LES POLITIQUES EN DEFENSE
DU CAPITALISME EN CRISE QUI FONT MONTER LE FN !**

Pas une voix pour Le Pen, pas une voix pour Macron !

Une défaite majeure

Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle constitue une défaite majeure sur terrain des élections, une défaite que l'on peut qualifier d'historique, du prolétariat et de la jeunesse. Les partis et organisations bourgeoises (Le Pen, Fillon, Macron, Dupont-Aignan, Cheminade, Asselineau), obtiennent plus de 70 % des exprimés (près de 55 % des inscrits). Les partis et organisations que l'on peut considérer comme issus du mouvement ouvrier (PS, et accessoirement LO, NPA) n'obtiennent que 8 % des exprimés (6,1 % des inscrits). Le candidat du Parti socialiste, Hamon, perd près de 8 millions de voix par rapport au candidat Hollande en 2012. Incontestablement, une grande partie de l'électorat PS s'est dispersé sur les candidats bourgeois, en particulier Macron. Une fraction significative s'est reportée sur le candidat de la France Insoumise, Mélenchon, qui obtient 19,58 % des exprimés (14,8% des inscrits).

Mais le vote pour Mélenchon ne compense en rien la défaite électorale. Il était le candidat de la « *mère patrie* », candidat pour la destruction des partis issus du mouvement ouvrier, dont le modèle est Podemos en Espagne. Sous couvert d'une vague promesse de « réformer les institutions », il s'agissait en réalité d'une candidature ultrabonapartiste, « au-dessus des partis » mais aussi des classes, subordonnant les masses au bon vouloir d'un « sauveur suprême », les renvoyant ainsi loin en arrière du point de vue de leur conscience et de leur indépendance politiques. Le ralliement à sa candidature d'une partie de l'électorat traditionnel pour les partis issus du mouvement ouvrier (PS, PCF) est une expression du désarroi politique de l'ensemble du prolétariat et de la jeunesse.

A la racine de cette dispersion électorale des travailleurs et de la jeunesse, se trouve le rejet de la politique au compte de la bourgeoisie menée par les gouvernements sous la direction de Hollande, gouvernements d'alliance avec des partis et organisations bourgeoises (PRG, EELV). Mais cela sans que par ailleurs lui soit ouvert une autre perspective politique. Au total, le résultat électoral exprime le profond désarroi des travailleurs, écœurés par les 5 ans de gouvernements Hollande et dénués de toute véritable issue politique.

A nouveau le front républicain

Dès le soir des résultats du premier tour, au prétexte de « *faire barrage au Front national* » - la vraie raison étant de poser les jalons de la future collaboration avec Macron -, sans ambiguïté, Laurent (PCF), Cambadélis et Hamon (PS), Hollande ont appelé à voter Macron au second tour. Il faut noter que Cambadélis et Hamon dédouanent ainsi l'aile marchante de la liquidation du PS, en premier lieu Valls, qui avait pris position pour un vote Macron dès le premier tour. Mélenchon se retranche, démagogue, derrière une hypothétique prise de position par Internet des soutiens de la France Insoumise. Très clairement, le « *tribun du peuple* » refuse de prendre position contre un vote Macron au second tour. Du côté des confédérations et fédérations syndicales, c'est aussi la ligne du front républicain. Les dirigeants de la FSU se sont opposés lors du dernier BDFN de cette fédération de 24/04/2017 à cette motion :

« *Le Bureau National de la FSU au lendemain du premier tour constate que ne restent en lice que deux candidats clairement ennemis des intérêts des travailleurs, de leurs droits, de leurs organisations : la candidate raciste Le Pen et le banquier Macron. En conséquence de quoi, le Bureau National de la FSU*

fait connaître aux travailleurs sa position : Pas une voix pour Le Pen ; pas une voix pour Macron. Il s'adresse immédiatement aux dirigeants nationaux de la CGT, de Force ouvrière, de l'UNEF pour qu'ils adoptent la même position ».

Par la voix de Mailly, FO ne donne aucune consigne de vote mais « *tout en soulignant que la présence de Mme Le Pen au second tour est « un problème démocratique ».* La CGT dans une résolution de la Commission exécutive confédérale du 25 avril 2017 : « *Pour la deuxième fois dans le pays, sous la V^e République, une candidature d'extrême droite, représentée par le Front national, sera présente au second tour des élections présidentielles. C'est un danger pour la démocratie, la cohésion sociale et le monde du travail (...) Elle n'aura de cesse de faire barrage à l'extrême droite ! Pas une voix ne doit se porter sur sa candidate ! ».* Pas un mot sur le programme de Macron. Les dirigeants de l'UNEF « *appellent les jeunes à faire barrage à l'extrême droite : votons et engageons-nous !* » : c'est un appel à voter Macron.

Très clairement le PS et le PCF, les dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU et de l'UNEF, au nom du front républicain, sont disposés à répéter l'appel, direct ou indirect, à voter Chirac contre Le Pen de 2002, aujourd'hui Macron contre Le Pen. Appel qui avait conduit, en 2002, au plébiscite de Chirac avec plus de 80 % des exprimés et ouvert la voie à une offensive dont la contre-réforme des retraites de 2003 a été l'illustration. Ils s'alignent de fait sur un soutien à Macron qui est à ce jour, compte tenu de la défaite de Fillon et du parti Les Républicains, la position de repli, à contrecœur, de la bourgeoisie française. Les dirigeants du parti Les Républicains (Fillon, Baroin, Juppé, Sarkozy, etc.) et de l'UDI appellent à voter Macron au nom du front républicain.

Macron : la réaction sur toute la ligne

Le programme de Macron est un programme bourgeois d'offensive contre le prolétariat et la jeunesse. Il s'inscrit totalement en défense des institutions de la V^e république. Dès son accession au pouvoir, il entend réformer le code travail par ordonnances afin de généraliser la négociation en tout point au niveau des entreprises et aller bien au-delà de ce que permet aujourd'hui la loi El Khomri. Il est le champion d'une société où les patrons sont libérés de toutes contraintes, partisan de « l'uberisation », comme l'a montré la loi qui porte son nom. Il veut en finir avec la retraite par répartition, en lui substituant un système de capitalisation par points. Il projette de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires, de faire 15 milliards d'économie sur l'Assurance maladie, de détruire l'assurance chômage. En ce qui concerne la Sécurité sociale, Il propose de substituer aux cotisations ouvrières l'impôt via l'augmentation de la CSG. Il est pour la généralisation de la sélection à l'entrée de l'université, pour le recrutement des enseignants par les chefs d'établissement et, bien entendu, pour un renforcement de l'état policier et l'augmentation des budgets militaires.

Voilà un aperçu de ce que le capitalisme français a pour objectif de réaliser contre le prolétariat et la jeunesse. Voilà à quoi doit servir le front républicain.

Quant à la candidature Le Pen, chacun sait que c'est celle d'un parti ultraréactionnaire, raciste et xénophobe. qui partage les mêmes objectifs.

Se préparer à une offensive réactionnaire de grande ampleur

La question se pose comment combattre aujourd'hui.

En premier lieu :

- **Contre le front républicain et l'union nationale : refuser le vote Macron ;**
- **Pas une voix pour Le Pen, pas une voix pour Macron !**
- **Pour le combat réel contre le FN ; non au « front républicain ».**

C'est l'exigence qui doit être adressée au PS, au PCF, aux dirigeants des confédérations CGT et FO, à ceux de la FSU et de l'UNEF.

Le 26 avril 2017

Les militants interviennent et informent C.P.S.

CDFN (Conseil délibératif fédéral national) de la FSU, mai 2017 : avertissement

C'est à la fin du CDFN de la FSU du mois de mai que la composition du gouvernement Macron-Philippe a été annoncée. Bien sûr, tant le programme de Macron que le choix de Philippe, membre du parti LR, donnaient clairement la nature du nouveau gouvernement : un gouvernement au service de la bourgeoisie ayant comme tâche de s'en prendre aux acquis des travailleurs, des chômeurs, des jeunes, des retraités... Il est éclairant que la première tâche que se fixe le nouveau pouvoir est d'accentuer la liquidation du code du travail, c'est-à-dire de parachever la loi El Khomri. La composition du gouvernement n'a fait que confirmer ces objectifs. Confier Bercy à Le Maire, celui qui lors des primaires des partis LR et UDI, avait voulu doubler Fillon sur « sa droite », choisir Blanquer, bras droit de De Robien et Chatel à l'Éducation nationale, nommer une patronne au ministère du travail, autant de symboles des objectifs de ce nouveau gouvernement.

Macron avait annoncé pendant sa campagne qu'il gouvernerait par ordonnances pour porter ses coups contre le Code du travail. On a vu depuis que cela n'excluait pas une dose de dialogue social et de concertation. Les dirigeants syndicaux, en particulier ceux de la CGT et de FO, se sont empressés de participer à ces séances de dialogue social qui doivent permettre au gouvernement de mieux accomplir ses objectifs.

Même si la FSU n'est pas directement concernée par la réforme du code du travail, il est évident que les coups portés contre les travailleurs du secteur privé faciliteraient ceux destinés aux fonctionnaires. Macron a affirmé sa volonté de réduire le nombre de fonctionnaires. En supprimant le ministère de la Fonction publique et en confiant au sarkozyste Darmanin la gestion des fonctionnaires, Macron a voulu donner un signal fort de ses objectifs contre eux.

Au CDFN, B Groison et les dirigeants de la FSU feignaient d'être plus préoccupés par le Front national que par la constitution d'un gouvernement ennemi des travailleurs. Révélateur d'une disposition « bienveillante » vis-à-vis du nouveau pouvoir, F. Rolet, secrétaire du SNES, a envoyé au nom de son syndicat, une lettre à Macron où elle souhaite un « quinquennat fructueux ». Dans une interview donnée à l'agence AEF, elle indique que tant pour la réforme du bac que pour l'autonomie des établissements, elle était disposée à rentrer dans une concertation. Et c'est dès le 25 mai que la direction de la FSU a rencontré Darmanin, ministre de « l'Action et des comptes publics », qui a confirmé la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires en indiquant qu'il s'agissait d'un engagement du président qui « sera tenu, mais pas de manière comptable (...) c'est-à-dire en discutant avec les syndicats ». Il réaffirme ainsi clairement le rôle de la concertation.

Ce qui est apparu nettement au cours du CDFN, c'est surtout une mise en ordre des représentants des courants Unité et Action et École Émancipée qui co-dirigent la FSU. Ainsi, pour deux motions proposées par Front unique (pour l'abrogation de la loi sécurité publique et contre la sélection à l'Université), aucun représentant de l'École Émancipée n'a voté pour alors qu'ils avaient été assez nombreux à le faire lors du précédent CDFN. Il y a donc une nette volonté de la direction de la FSU de resserrer ses rangs pour collaborer pleinement avec le gouvernement Macron-Philippe à travers le dialogue social et la concertation.

Notons que les faits démontrent la nécessité des motions de notre courant : Macron engage une nouvelle prolongation de l'état d'urgence et sa ministre de l'Enseignement supérieur a annoncé que l'un de ses premiers chantiers serait l'instauration de la sélection à l'entrée de la licence.

Les militants du courant Front unique combattront pour que les directions des syndicats rompent avec le gouvernement et s'opposent à ses projets de contre-réformes.

Intervention du représentant Front unique dans le débat général du CDFN de la FSU, mai 2017

C'est sous le régime de l'état d'urgence que les élections présidentielles ont eu lieu. Entre les deux tours, on a entendu des responsables politiques mettre en avant qu'il serait extrêmement dangereux que le Front national accède au pouvoir compte tenu des institutions de la Ve République et l'état d'urgence.

Évidemment, le FN est un parti ultra-réactionnaire et raciste qui doit être vigoureusement combattu par le front unique ouvrier et par le combat contre les politiques au service de la bourgeoisie. Au contraire, le front républicain et les politiques au service de la bourgeoisie ont favorisé la croissance électorale du FN.

Le « danger fasciste » a été invoqué une fois de plus pour légitimer l'adhésion honteuse de nos dirigeants syndicaux au « front républicain » contre le FN, c'est-à-dire le soutien à Macron, candidat du capital financier. Ce « danger » n'est qu'un leurre : il n'existe pas, aujourd'hui, autour du Front national, de bandes organisées du type de ce qu'ont été les SA en Allemagne dans les années 30.

Ce qui existe par contre c'est une menace vitale et bien réelle pour le mouvement ouvrier et pour les libertés démocratiques : celle de la marche à l'État policier engagée depuis plus d'un an. Avancer dans ce sens, c'est le « programme commun » de tous les représentants politiques de la bourgeoisie. Et il en est ainsi, parce que la liquidation des libertés démocratiques est indispensable aux capitalistes français pour mettre en œuvre le « remède » de choc à la crise du capitalisme en France : la liquidation de tous les droits et acquis des travailleurs, ce qui est précisément au cœur du programme de Macron aujourd'hui.

Depuis son élection, Macron n'a pas cessé de multiplier les signes pour indiquer sa volonté d'avancer à grands pas dans le sens de l'État policier : annonce de la poursuite et de l'intensification de la « lutte contre le terrorisme » et des dispositifs liés, défilé en véhicule militaire sur les Champs-Élysées. Il vient de nommer l'ancien préfet de Rennes, celui qui a fait preuve du plus grand zèle dans les répressions des manifestations contre la loi El Khomri, comme son directeur de cabinet.

La vraie menace pour les travailleurs et la jeunesse, pour le mouvement ouvrier en tant que tel, la voilà : il est de la responsabilité urgente de la FSU de s'y opposer, et plutôt que d'un « front républicain », d'appeler à la constitution du front unique ouvrier contre la répression.

Ces dernières années et ces derniers mois nous ont montré que cette menace est bien réelle. Surtout quand les gouvernements, UMP et encore plus sous Hollande, reprennent des pans entiers du programme du FN.

La traque des migrants, la destruction brutale et répétées de leurs abris de fortune, la persécution systématique de tous ceux qui tentent par humanité de leur venir en aide.

Les contrôles au faciès pratiqués et revendiqués par l'État. La restriction des libertés démocratiques en particulier du droit de manifestation et de réunion. Les assignations à résidence hors demande judiciaire. La banalisation de la présence de soldats en armes de guerre. N'est-ce pas là des éléments du programme du Front national mis en œuvre sans que celui-ci exerce le pouvoir ?

Lors de la manifestation du 1er-Mai, le gouvernement Hollande-Cazeneuve en sursis a déchaîné la répression policière comme il le fait systématiquement depuis de nombreux mois. Les forces policières ont pris l'habitude de se placer au sein même des manifestations pour en prendre le contrôle. Qu'elles puissent le faire parfois avec l'assentiment voire la complicité de dirigeants syndicaux est scandaleux. Si la propagande gouvernementale a mis en avant les quelques policiers blessés dont un l'avait été par l'utilisation d'une grenade qu'il destinait aux manifestants, ce sont des dizaines de blessés qu'on compte parmi les manifestants ignorés par les journalistes qui préféreraient se référer aux seuls communiqués gouvernementaux.

Il faut ajouter les arrestations massives de jeunes lycéens, leur garde-à-vue, leur fichage pour avoir simplement manifesté leur point de vue. Il est vrai que proclamer « Ni Le Pen ! Ni Macron ! Ni Patrie ! Ni patron » doit être considéré comme criminel par le gouvernement et par les policiers républicains qui voteraient à plus de 50% pour le Front national selon des sondages.

Depuis le CDFN de mars, il faut ajouter un nom à la longue liste non exhaustive des victimes de la répression policière. Après le meurtre de Rémi Fraisse et l'homicide d'Adama Traoré, après les innombrables violences infligées à des manifestants ou à des migrants, après le viol du jeune Théo, c'est le meurtre de Shaoyo Liu qui a été perpétré par des policiers alors que ce père de famille devait penser se trouver en sécurité à son domicile. C'est devant les membres de sa famille qu'il a été tué par des policiers. L'avocat de la famille a déclaré qu'il était sans doute la 1^{ère} victime de la loi Sécurité publique adoptée en procédure d'urgence en février.

Lors de notre CDFN de mars, notre courant a proposé d'exiger l'abrogation de cette loi qui octroie un véritable permis de tuer aux policiers. Notre motion a recueilli 43% des exprimés.

Nous persistons à penser qu'il est de la responsabilité et de l'honneur de notre fédération d'exiger l'abrogation de cette loi scélérate pleinement inscrite dans la marche à l'État policier.

Nous présenterons à nouveau une motion en ce sens demain.

Motions présentées par le courant Front unique – CDFN de la FSU (16 et 17 mai 2017)

Motion contre la sélection à l'Université

La loi réformant les masters entre en application. Elle instaure la sélection à l'entrée en M1. De plus la sélection à l'entrée en M2 se voit encore amplifiée.

Le CDFN de la FSU réuni le 17 mai 2017 s'oppose à toute forme de sélection, tant à l'entrée en licence qu'à l'entrée en master ou entre M1 et M2. Tout étudiant qui a validé une licence doit pouvoir accéder de droit à un master correspondant à son parcours antérieur et dans son université.

Le CDFN se prononce pour l'abrogation de la loi de sélection en master.

Le CDFN s'oppose au projet de Macron d'instaurer la sélection dès l'entrée à l'université par l'exigence de « pré-requis ».

Le CDFN défend et défendra inconditionnellement le baccalauréat comme 1^{er} grade universitaire donnant accès à l'enseignement supérieur.

10 pour ; 59 contre ; 1 abstention ; 31 refus de vote

Motion pour l'abrogation de la loi dite de sécurité publique

La loi « Sécurité publique » accroît l'impunité dont bénéficient les forces de l'ordre alors que la liste des victimes de la répression policière s'allonge de semaine en semaine et compte un mort de plus, Shaoyo Liu.

Cette loi permet aux policiers d'utiliser leur arme à feu en dehors des situations de légitime défense et aggrave les peines encourues pour outrage à personne dépositaire de l'autorité publique.

Le CDFN se prononce donc pour l'abrogation de la loi dite de sécurité publique.

10 pour ; 59 contre ; 2 abstentions ; 30 refus de vote

Motion contre la nouvelle contre-réforme du code du travail

Après la loi El Khomri, Macron veut procéder à une nouvelle contre-réforme du code du travail en procédant par ordonnances.

Celle-ci prévoit en particulier :

- l'imposition d'un plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse
- la généralisation de l'inversion de la hiérarchie des normes

Comme il s'était prononcé pour le retrait du projet de loi travail il y a un an, le CDFN de la FSU se prononce pour le retrait du projet d'ordonnances de réforme du code du travail.

Le CDFN se prononce contre toute participation syndicale à la concertation devant permettre la publication de ces ordonnances.

6 pour ; 63 contre ; 1 abstention ; 31 refus de vote



Motion adoptée par le bureau de la section FSU de la BNF

Le bureau de la section FSU-BnF, réuni le 25 avril 2017, constate que le second tour des présidentielles met face à face deux candidats, qui au-delà de leurs différences, ont pour point commun d'être des ennemis des salariés, chômeurs, retraités, jeunes et de leurs droits :

- la fille Le Pen, chef d'un parti xénophobe, raciste, nationaliste et au discours ouvertement anti-syndical ;
- le banquier Macron dont le programme réactionnaire comporte, entre autres, la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, la poursuite du démantèlement du statut de la Fonction publique et du code du travail, menacé par l'extension du champ d'application des « négociations d'entreprises », c'est-à-dire une aggravation de la loi El Khomri.

Dans ces conditions, le Bureau de la section FSU-BnF se prononce pour :

- **pas une voix pour Le Pen ; pas une voix pour Macron.**

Il s'adresse à la direction du SNASUB pour qu'elle défende cette position au sein de la FSU

4 pour ; 1 abstention ; 1 contre



RATP :

À ce jour, ce sont 174 agents syndiqués (Cgt, Fo, Solidaires, Sud, Unsa) et non syndiqués des lignes A et B du Rer qui ont signé l'appel aux bureaux syndicaux de la Ratp :

Macron avec son programme réactionnaire (remise en cause du code du travail, des retraites, de la sécu, etc.), ne peut qu'accélérer et aggraver l'offensive en cours à la Ratp ; souvenons-nous des cars privés, propulsés par le ministre Macron, en concurrence directe avec la SnCF. La responsabilité des bureaux syndicaux est entière. Ils doivent répondre aux 174 signataires du Rer qui expriment la volonté largement partagée par tous les travailleurs de la Ratp : qu'ils rompent avec la direction, qu'ils préparent dans l'unité l'assemblée générale des travailleurs.

L'adresse aux bureaux syndicaux est d'autant plus d'actualité :

Prononcez-vous contre toute restructuration des lignes du Rer, contre toute suppression de poste, d'emploi, de qualification. Boycottez les organismes de participation, qui sont les organismes de collaboration avec la direction et ses plans destructeurs : Conseil d'administration, Cdep et toutes les commissions de dialogue social. Convoquez, dans l'unité, une assemblée générale des personnels du Rer, où vous informerez les travailleurs et formulerez des propositions, et où les travailleurs décideront des mots d'ordres et de l'action.

Les réponses des bureaux syndicaux, reçues à ce jour, hormis celle de Solidaires, sont accablantes :

Le secrétaire général du syndicat du réseau ferré de la **Cgt-Ratp** nous a confirmé et l'engagement de l'ouverture à la concurrence à la Ratp et la collaboration totale des dirigeants Cgt-Ratp aux objectifs de la direction, dans le cadre du « dialogue social » : « *Nous ne pratiquerons pas la politique de la chaise vide* ». (Voir précédent compte-rendu).

Fo-Ratp nous a fait savoir par l'intermédiaire d'un de ses militants (signataire de l'appel) que Fo ne répondra pas à l'adresse des agents, signifiant ainsi son désaccord. Dont acte.

Sud-Ratp n'a formellement pas répondu, mais fait pression sur ses militants pour qu'ils retirent leurs signatures de l'appel. Pour nous, la réponse de Sud consiste à s'opposer à la volonté de ses propres militants et au-delà à celle de l'ensemble des signataires.

L'**Unsa** n'a donné aucune réponse, ce qui vaut réponse négative.

Solidaires nous a donné sa réponse par écrit, le 21 avril, nous la reproduisons :

« *Solidaires Ratp partage les demandes des salarié-es concernant les restructurations, suppressions de postes, privatisation de notre service public de transport, d'autant plus que ces points font parti intégrante de notre combat syndical (...)* »

Oui Solidaires :

- combat toutes les restructurations

- lutte contre les suppressions de poste, d'emplois, de qualification

- soutient l'appel des salarié-es au boycott des instances (Ca, Cdep, commission de dialogue social)

Pour Solidaires le syndicat est un outil au service des salarié-es.

Pour emporter l'adhésion de toutes et tous, l'assemblée générale souveraine est une nécessité.

Notre organisation syndicale prendra toute sa part quant à la construction de cette assemblée sous le contrôle des salarié-es ».

Nous prenons acte de la réponse favorable de Solidaires quant aux revendications, au boycott des instances de participation dans le cadre du « dialogue social » et à la nécessité de l'assemblée générale sous contrôle des salariés.

Il faut maintenant joindre l'acte à la parole. Dans l'immédiat, la menace est l'ouverture à la concurrence de la Ratp, dont seront victimes en premier lieu nos camarades machinistes, si rien ne s'y oppose. Tous les secteurs de la Ratp sont concernés. La direction, quant à elle, s'y prépare activement.

Prendre toute sa part à la convocation de l'assemblée générale implique que Solidaires rende public son soutien à l'appel des 174 agents du Rer (exécution et maîtrise). Solidaires doit s'adresser sans tarder aux autres syndicats de la Ratp, dans le but d'obtenir qu'ils rompent enfin avec la direction et qu'ils appellent dans l'unité à l'assemblée générale, où les travailleurs décideront des mots d'ordre et des moyens d'action. Solidaires doit aussi impulser et soutenir toute initiative similaire au métro, à Bus, dans les ateliers, etc.

Nous vous invitons à vous organiser autour de cette initiative, à la populariser et à la reprendre.

Les initiateurs de l'appel, Massy-Palaiseau, le 9 mai 2017

Nous reproduisons, une nouvelle fois, l'intégralité de l'adresse aux bureaux syndicaux de la Ratp :

Lors de la séance du Cdep Rer de janvier 2017, le directeur du département a annoncé :

« Il faudra être prêt pour l'ouverture à la concurrence de nos 2 lignes de Rer », « L'ouverture à la concurrence c'est demain », « Il faudra faire des sacrifices sur les salaires et les conditions de travail ».

Les lignes du Rer Ratp sont donc bien en voie d'être séparées du reste de la Ratp en étant associées à la Sncf : Commandement Unique sur la ligne B et Direction Unifiée sur la ligne A, afin de les rendre autonomes. Chacun sait que le statut des cheminots est d'ores et déjà remis en cause par la réforme *Le Monde* ferroviaire qui prépare à l'ouverture à la concurrence.

La menace est d'autant plus vive qu'elle coïncide avec l'objectif d'E. Borne, Pdg de la RATP - qu'elle rappelle en permanence - : préparer la Ratp à l'ouverture à la concurrence des transports publics. Tous les personnels sont visés, en commençant par nos camarades machinistes. Pendant ce temps, on automatise les lignes du métro, supprimant par centaines les postes de conducteurs, ce qui ouvre également la voie à l'ouverture à la concurrence, déjà actée dans le cadre du « Grand Paris Express » (sans conducteurs).

Le Pdg de Transdev (ex Véolia Transdev, société privée) cité par (23/02/17) « est prêt à en découdre avec la Sncf (...) en proposant une offre ferroviaire de qualité à un coût deux fois inférieur à celui de la Sncf (...) en tant qu'exploitant des lignes ferroviaires régionales ». Il déclare :

« Nous devons faire de l'ouverture à la concurrence intelligente, progressive, consensuelle (...) On peut faire évoluer en douceur le statut des cheminots. Il est temps de s'asseoir autour de la table avec les organisations syndicales ».

Il ne peut tenir ce langage que parce qu'il compte sur la participation au « dialogue social » des dirigeants de nos organisations syndicales.

Les échéances approchent, l'ouverture à la concurrence est l'étape ultime avant la privatisation. Les dirigeants syndicaux doivent se prononcer clairement contre l'ouverture à la concurrence.

Nous signataires, nous adressons aux bureaux syndicaux de la Ratp :

Vous ne devez pas échapper à vos responsabilités : publiez votre compte-rendu et le procès-verbal de la séance du Cdep Rer de janvier 2017.

Prononcez-vous contre toute restructuration des lignes du Rer, contre toute suppression de poste, d'emploi, de qualification.

Boycottez les organismes de participation, qui sont les organismes de collaboration avec la direction et ses plans destructeurs : Conseil d'administration, Cdep et toutes les commissions de dialogue social.

Convoquez, dans l'unité, une assemblée générale des personnels du Rer, où vous informerez les travailleurs et formulerez des propositions, et où les travailleurs décideront des mots d'ordre et de l'action.



BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 20 EUROS)

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : LOCALITÉ :

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. - 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

On nous communique



**SYNDICAT LA CGT DU PERSONNEL
DÉPARTEMENTAL**

Clermont-Ferrand, le 01 mai 2017

Au lendemain du premier tour des présidentielles, le résultat électoral exprime le profond désarroi des travailleurs, écoeurés par les 5 ans de gouvernement Hollande et dénués de toute véritable issue politique.

Ce résultat ne laisse en présence que deux candidats, représentant de la bourgeoisie, qui, quelles que soient leurs différences, ont en commun d'être des ennemis résolus de la classe ouvrière, de la jeunesse, de leurs droits.

D'une part, Le Pen, chef d'un parti raciste, qui promet d'interdire l'accès aux immigrés de l'Hôpital, et à leurs enfants de l'Ecole, qui félicite ouvertement les flics violeurs de Théo, qui « promet » un budget militaire à 3%, qui fait l'apologie de la colonisation, etc.

D'autre part le banquier Macron qui a annoncé la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, la chasse aux chômeurs pour les priver de leurs indemnités, la « refondation de l'Ecole » qui commence par la nomination des enseignants par les chefs d'établissement, la « libération du travail », c'est à dire la liquidation totale du code du travail, remplacé par la « négociation d'entreprise », c'est à dire la loi El Khomri portée à la puissance 10.

Dans ces conditions, nous savons que face à la déferlante qui s'annonce au lendemain des élections, les travailleurs auront un besoin vital que se réalise le Front Uni des organisations syndicales pour repousser ces attaques. Ils auront besoin que les organisations syndicales refusent de prêter la main à ces attaques à travers le « dialogue social ».

Ils ne peuvent le faire qu'en commençant par caractériser la candidate xénophobe Le Pen et le banquier anti pauvres Macron pour ce qu'ils sont : des ennemis des travailleurs.

Ils ne peuvent le faire qu'en tirant les conclusions – et en appelant les travailleurs à le faire avec eux :

Pas une voix pour Le Pen, Pas une voix pour Macron

Le bureau de la CGT du personnel départemental, au lendemain du premier tour de la présidentielle constate que ne restent en lice, que deux candidats clairement ennemis des intérêts des travailleurs, de leurs droits, de leurs organisations : la candidate raciste Le Pen et le banquier anti pauvres Macron.

En conséquence de quoi le bureau de la CGT du personnel départemental fait connaître aux travailleurs sa position :

Pas une voix pour Le Pen, Pas une voix pour Macron

Il s'adresse immédiatement aux dirigeants nationaux de la CGT, de Force Ouvrière, de la FSU, de l'UNEF pour qu'ils adoptent la même position

LE BUREAU DU SYNDICAT LA CGT DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL

Syndicat la CGT du personnel départemental
Hôtel du département- 24, rue Saint Esprit- 63000 Clermont-Ferrand
Tel : 06.52.43.52.61 / Fax : 04.73.29.09.85 /cg63cgt@gmail.com

Brésil [texte diffusé au Brésil, en portugais, par nos camarades brésiliens]

**La crise s'accélère, le gouvernement Temer est aux abois.
Les dirigeants du mouvement ouvrier
ont la responsabilité de combattre pour :
Un front unique contre Temer et ses mesures anti-ouvrières, ce qui
permettrait d'ouvrir la perspective de vaincre et chasser Temer,
de poser la question d'un gouvernement du front unique**

Le gouvernement de Temer aux abois

Depuis le début du mois de mai, le gouvernement de Michel Temer a été largement affaibli par les révélations dans la presse bourgeoise, et par le fait qu'il ait été touché par l'opération « Lava Jato », lavage express, de la justice bourgeoise. C'est révélateur, puisque c'est cette opération qui a impliqué Lula et de nombreux membres du PT dans les affaires de corruption autour de Petrobras, puis de Odebrecht. Le patron de JBS impliqué dans le scandale de la vente de viande avariée, quant à lui, a commencé à impliquer Neves, ex-candidat du PSDB face à Dilma Rousseff, et un réseau de corruption qui arrosait tous les partis. Le PMDB y est impliqué, et le rôle de Temer comme président pour tenter de retarder l'avancée de la justice a été mis en évidence. Manier l'arme de la corruption peut être dangereux, et l'effet boomerang s'est retourné contre les dirigeants des partis bourgeois brésiliens.

En réalité, si tout se précipite, c'est que Temer et son gouvernement souffrent d'un déficit important de légitimité et se trouvent largement affaiblis depuis la « grève générale » du 28 avril qui, malgré la politique des dirigeants du mouvement ouvrier, a rassemblé des dizaines de millions de grévistes. Après les différentes mobilisations, 15, 31 mars, cette journée de mobilisation, improprement appelée « grève générale » par les dirigeants de la CUT, montrait la volonté des travailleurs (malgré la répétition des journées d'action) d'affronter le gouvernement pour obtenir le retrait des mesures anti-ouvrières qu'il cherche à mettre en place (contre-réforme des retraites, explosion des cadres de définition du temps de travail légal). Pour une partie de la bourgeoisie, ce gouvernement n'offre finalement pas

les garanties nécessaires pour mener à bien les tâches urgentes qu'elle lui avait assignées, s'attaquer au déficit public, aux salaires, au droit du travail, pour restaurer le taux de profit.

Le gouvernement Temer a essayé d'avancer vite et de passer outre la concertation avec les appareils syndicaux, et notamment s'est privé de relations suivies avec les dirigeants de la CUT. L'origine du gouvernement, liée à l'éviction de Dilma Rousseff, malgré toute la docilité des dirigeants du PT et de la CUT, n'a pas permis d'établir les conditions pour un dialogue social suivi. Cette méthode n'a pas permis de réaliser le programme du gouvernement. Passer outre le dialogue social pour mettre en œuvre des attaques de l'ampleur de celles de la contre-réforme des retraites n'est finalement pas envisageable. Le gouvernement aux abois a recours à la répression massive, arrestation de syndicalistes, matraquage des manifestants, notamment lors de la manifestation du 24 mai à Brasilia. Le recours classique à la Police militaire (corps hérité de la dictature) n'est plus suffisant, le gouvernement Temer a demandé l'intervention de l'armée fédérale, pour réprimer les manifestants ce qui constitue un précédent depuis 1985 et la fin de la dictature.

Lâché par la justice, perdant progressivement ses appuis parlementaires, lâché par les médias, y compris le puissant réseau Globo, qui relaient les accusations de corruption contre lui, le gouvernement Temer ne tient plus qu'à un fil, et ce fil est... la politique des dirigeants du mouvement ouvrier, en premier lieu ceux de la CUT et du PT.

La politique des dirigeants de la CUT

Depuis des semaines, les dirigeants de la CUT, même s'ils n'ont pas été associés au dialogue social, ont refusé toute politique de rupture contre le gouvernement Temer. Depuis des semaines, ils ont tout fait pour minorer la mobilisation des travailleurs, pour différer celle-ci, pour la limiter. Dès la fin de l'année 2016, lorsque les congrès des syndicats d'enseignants et leur

fédération ont dû adopter le mot d'ordre de grève générale, les dirigeants de ces syndicats, de la fédération, ont repoussé au 15 mars suivant la date d'un mouvement. C'est sur cette journée d'action que s'est greffé le premier appel de la direction de la CUT.

La mobilisation le 15 mars a été un succès ; dès lors, les dirigeants ont multiplié les dates et les délais pour la

mobilisation, le 31 mars, puis le 28 avril, et enfin le rituel 1^{er} mai. Ils ont refusé après la mobilisation des 15 mars et 28 avril, véritables coups de semonce, d'ouvrir une nouvelle perspective de grève et de combat pour l'ensemble des travailleurs, se limitant à appeler à prendre Brasilia, ce qui en réalité ne peut correspondre qu'à l'envoi d'une délégation largement contrôlée par l'appareil bureaucratique qui dirige le syndicat. La manifestation du 24 mai ne représentait d'ailleurs que quelques dizaines de milliers de travailleurs, 50 000 sans doute.

Depuis des semaines, les travailleurs qui veulent obtenir le retrait des projets de lois, PEC, et autres mesures législatives, sur les retraites et le temps de travail, attendent l'ordre de se mettre en position de combat pour affronter le gouvernement, par une grève générale réelle, rassemblement des exploités face aux

exploiteurs, pour obtenir le retrait des mesures du gouvernement. Ils attendent que les dirigeants des organisations ouvrières réalisent le Front unique sur leurs revendications, pour affronter le gouvernement.

Lorsque les informations sur la corruption de Temer et ses tentatives de subornation de la justice ont été connues, il n'a pas été possible d'empêcher les manifestations spontanées de reprendre, et la nécessité pour les appareils a été de les contrôler. Face à la nécessité du front unique des organisations du mouvement ouvrier pour affronter le gouvernement afin d'obtenir le retrait des mesures réactionnaires et anti-ouvrières sur les retraites et le temps de travail, ce qui permettrait d'envisager de le vaincre et de le chasser, les appareils ont dressé un nouvel obstacle, le mot d'ordre d'élections maintenant.

« Direitas Já »: s'en remettre à la bourgeoisie

Les dirigeants du PT, de la CUT, du PSOL, du courant O Trabalho (liés au POI) et même ceux très minoritaires de *Tribuna dos trabalhadores*, liés au POID, en appellent tous à des élections « directes » immédiatement. Il s'agirait donc de remplacer Temer par un nouveau président élu, Lula, précisent certains. Outre le fait que cette disposition reprend le caractère bonapartiste de la constitution, elle aurait le mérite du moins pour les fractions de la bourgeoisie qui viennent de lâcher Temer, de redonner de la légitimité au président élu. Il pourrait reprendre la tâche d'imposer des mesures anti-ouvrières, là où Temer s'est trouvé freiné. La justice d'ailleurs fait tout pour impliquer de nouveau Lula dans les affaires de corruption, afin de rendre sa candidature impossible, et ce depuis des mois. En réalité, de la part des dirigeants du mouvement ouvrier, mettre en avant ce mot d'ordre d'élection « directes » maintenant, (d'ailleurs comme à la fin de la dictature), c'est mener la bataille sur un terrain où il ne s'agit pas d'affronter le gouvernement Temer sur le terrain de classe, le seul qui puisse réellement l'abattre et permettre de poser la question d'un autre gouvernement. Le résultat d'élections présidentielles tout de suite serait sans doute de remettre le pouvoir aux mains de la bourgeoisie, d'autant que la question de la majorité parlementaire dans le cadre de la constitution de 1988 ne peut être posée en dehors de combinaisons entre les différents partis bourgeois, surreprésentés par le type même des élections.

Comme à la fin de la dictature, le mot d'ordre d'élections « directes », est en réalité le moyen de maintenir la protestation et la volonté du prolétariat dans le cadre institutionnel bourgeois. Et de fait, à la fin de la dictature, les élections ont été « indirectes ». Il est fort probable que si le prolétariat ne surgit pas, même si le gouvernement de Temer est mortellement blessé, celui-ci pourra essayer de s'accrocher au pouvoir, les élections étant régulièrement prévues pour 2018, ou si

la bourgeoisie le décide, un dispositif permettrait de remplacer Temer dans le cadre institutionnel, par le président du congrès. Le gouverneur PT de Bahia, responsable, a déjà prévenu que la solution passerait peut-être par une élection indirecte, ne tenant ainsi même pas compte des mots d'ordre officiels du parti, mais montrant que la direction du PT est prête à se lancer dans les combinaisons parlementaires destinées à sauver l'ordre bourgeois, les institutions, si nécessaire.

Dans cette perspective, les discours, notamment des lambertistes, sur des élections anticipées, ou des élections directes, et une assemblée constituante, sont à l'opposé en réalité de la mise en cause pratique des institutions héritées de la transition « démocratique », c'est-à-dire du pacte fait entre les militaires et les représentants du PMDB pour laisser l'État hors de tout changement fondamental. Les élections directes cherchent à asseoir un nouveau président avec une nouvelle autorité, dans le cadre institutionnel ; il ne peut nullement être envisagé dans ce cadre sauvé de poser la question des institutions !

Ces mots d'ordre ne mettent même pas en cause la répression, et le fait par exemple que l'armée fédérale ait été utilisée dans la répression par le gouvernement Temer réintroduit l'armée dans le jeu politique, comme jamais depuis 1985. Face à la faiblesse du gouvernement, plusieurs officiers supérieurs ont déjà déclaré de façon discrète que l'armée était à même de garantir la pérennité des institutions et de l'ordre. Les menaces que cela fait peser sur la situation peut-on les combattre par des déclarations sur des élections ou une nouvelle constitution ? Le prolétariat seul, comme force sociale peut s'opposer à de telles tendances, et tant qu'il est mobilisé, l'éventualité d'un coup d'État semble fantasmagorique. En revanche, toutes les tentatives de démobilisation sont autant d'éléments renforçant la possibilité d'un coup d'État.

Quelle issue ?

Seule la mobilisation des masses sur leur propres revendications et par leurs propres méthodes peut résoudre la situation. C'est pourquoi la responsabilité des dirigeants du mouvement ouvrier, partis et syndicats, est d'appeler immédiatement, dans l'unité, à la réalisation d'une véritable grève générale, jusqu'à satisfaction, pour obtenir le retrait des contre-réformes sur les retraites et la définition du temps de travail. Ils ont aussi la responsabilité d'exiger l'arrêt immédiat de la répression et le retrait des troupes fédérales face aux manifestations.

Ce front unique des organisations du mouvement ouvrier doit affronter le gouvernement, pour le vaincre et le chasser.

Un tel front unique, s'il se réalisait, permettrait de faire tomber le gouvernement Temer. Il ouvrirait la perspective de prendre le pouvoir, d'un gouvernement du front unique, duquel les masses pourraient exiger la satisfaction de leurs revendications élémentaires :

- arrêt des licenciements, échelle mobile des heures de travail ;

- augmentation des salaires, échelle mobile des salaires ;

- nationalisation des entreprises privatisées par les gouvernements bourgeois, de celles impliquées dans les scandales de corruption, des banques ; réforme agraire ; mise en place d'un plan de production pour satisfaire les besoins de la population (faim, logement, santé) ;

- droit aux études, défense de l'enseignement public.

Cette politique, les dirigeants du mouvement ouvrier, que ce soit du PT, de la CUT, du PSOL ou d'autres partis et syndicats, ne la mèneront pas d'eux-mêmes. Il faut la leur imposer. Pour cela, il faut s'organiser, dans les syndicats, il faut s'organiser sur le plan politique. C'est pourquoi nous te proposons de rejoindre le groupe qui, autour de *Combattre pour le socialisme*, cherche les voies et moyens de mener le combat pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

Le 25 mai 2017



C.P.S. informe : À LIRE EN LIGNE SUR NOTRE SITE <http://socialisme.free.fr>

La IV^e conférence du Groupe s'est tenue en avril 2017 ; elle a adopté deux rapports, l'un sur la **situation internationale**, l'autre sur la **situation politique en France**. Ces deux rapports sont disponibles et peuvent être consultés en ligne sur notre site :

- http://socialisme.free.fr/conferences/2017_04_17_5e_conf_rapport_inter.pdf
- http://socialisme.free.fr/conferences/2017_04_17_5e_conf_rapport_france.pdf